

PIVOT



ÉTÉ 2024

RÉPONDRE PRÉSENT

**L'heure est venue pour
les entreprises canadiennes
de s'engager à collaborer avec
les peuples autochtones.**

**LA SANTÉ MENTALE,
UNE PRIORITÉ POUR
DEUX CPA INFLUENTS**

**D'ANCIENNES RIVALES
POLITIQUES UNIES POUR
UN AVENIR MEILLEUR**

**UN CPA RETRAITÉ
PARCOURT LE MONDE
COMME BÉNÉVOLE**

90

%

de nos préparateurs
d'impôts satisfaits
renouvellent
chaque année.

Les chiffres en témoignent.

- ✓ Reportez des fichiers de DT Max[®], Cantax[®], Taxprep[®] ou ProFile[®].
- ✓ En pleine saison des impôts, notre équipe d'aide à la clientèle est à portée de main.
- ✓ Gagnez du temps grâce à un logiciel d'impôt conçu par des experts fiscaux.

**Passez à ce qui
fonctionne dès aujourd'hui!**

taxcycle.com/fr-ca/cpa

Appelez-nous au **1-833-277-4055**

**Inspiré par des comptables,
conçu par des fiscalistes.**



TaxCycle
DE XERO

TaxCycle est une marque de commerce déposée de Xero Software (Canada) Ltd. Xero est une marque de commerce déposée de Xero Limited. ProFile est une marque de commerce déposée de Intuit Inc. Cantax et Taxprep sont des marques de commerce déposées de Wolters Kluwer Canada Ltd. DT Max est une marque de commerce déposée de Thomson Reuters DT Tax and Accounting Inc.

32



ARTICLES DE FOND

20 | Pour un avenir meilleur

Lisa Raitt et Anne McLellan, anciennes rivales politiques, travaillent ensemble pour construire un Canada durable et prospère.

PAR LIZA AGRBA

26 | Sur le chemin de la réconciliation

Des experts donnent leur avis sur la meilleure façon de répondre à l'appel à l'action 92 de la Commission de vérité et réconciliation.

PAR CHARNEL ANDERSON

32 | Tous horizons

Voyageur aguerri et bénévole passionné, le CPA Dan Rubenstein mène une seconde carrière très active.

PAR JEFF BUCKSTEIN

38 | La tête haute

Michel Rodrigue et Chuck Bruce utilisent leurs compétences de CPA pour lutter contre la stigmatisation entourant la santé mentale.

PAR ALI AMAD



EN UNE
ILLUSTRATION
LAUREN
CRAZYBULL

4 | Mot de la présidente et chef de la direction

EN PRIMEUR

6 | Courrier du lectorat

8 | Aider en Afghanistan

11 | Un monde à cran

12 | Attirer les capitaux

13 | Santé mentale et argent

14 | Un système fiscal loin d'être parfait

16 | Florilège de fraudes

18 | Une classe moyenne en crise

EN PRIME

45 | La beauté par le ghee

46 | Applis de rencontre

48 | Expos immersives

50 | L'effet papillon

51 | Essor de l'IA au travail

53 | Des teintures écolos

54 | Des vedettes pour donner faim

55 | Suggestions de série, de livre et de balado

56 | La science-fiction devenue réalité

58 | Une CPA grande amie des animaux

EXPRIMEZ-VOUS

Faites-nous parvenir vos commentaires à pivot.lettres@cpcanada.ca. Si votre lettre est retenue, elle pourrait être éditée pour des raisons de clarté ou de longueur.

S'UNIR POUR ALLER PLUS LOIN, ENSEMBLE

L'évolution de CPA Canada repose sur vous, membres de la profession.

PAR PAMELA STEER



Sans ses membres – vous, moi, et chaque CPA du pays –, la profession de comptable professionnel agréé n'existerait simplement pas.

C'est avec une conscience plus aigüe que jamais de cette réalité que nous avons mené, au cours des derniers mois, nos activités de transformation de CPA Canada et de recherche d'une voie d'avenir qui répondra aux besoins des CPA. Nous avons déployé d'incessants efforts pour connaître vos points de vue, partout au pays, dans le cadre de

« LA CONSULTATION DES PARTIES INTÉRESSÉES EST FONDAMENTALE DANS TOUTE SOCIÉTÉ MODERNE. »

consultations et de groupes de discussion. Nous voulons savoir comment bâtir ensemble un avenir meilleur. La consultation des parties intéressées est fondamentale dans toute société moderne. Ce numéro de *Pivot* propose un article essentiel (page 26) sur la responsabilisation des entreprises

canadiennes quant aux efforts de la Commission de vérité et réconciliation en matière de justice économique et culturelle pour les peuples autochtones d'ici. Vous y trouverez des renseignements cruciaux sur le rôle de leader que peuvent jouer les CPA à cet égard, et sur les actions à entreprendre pour contribuer à la réconciliation.

Je retiens surtout de cet article l'importance primordiale du consentement préalable, libre et éclairé.

CPA Canada se fait un devoir de veiller à ce que chaque CPA au pays puisse faire entendre sa voix. Nous comptons poursuivre nos efforts de consultation des CPA sur la voie d'avenir à emprunter. Seule CPA Canada peut le faire de façon unifiée à l'échelle nationale. Ce dialogue avec les membres s'avère encore plus pertinent en raison de la fin imminente de l'adhésion de l'Ontario et du Québec à CPA Canada, qui mettra fin ipso facto au statut de membre des CPA du Québec et de l'Ontario.

Jusqu'ici, nos activités de communication ont permis de confirmer que les membres apprécient le travail de CPA Canada : son système de formation national rigoureux, ses études et analyses, son soutien à la normalisation, et la défense des intérêts auprès des instances fédérales et internationales. Ces activités contribuent à la solide réputation et à la crédibilité des CPA, tant chez nous qu'à l'étranger. Pour continuer d'asseoir sa position d'organisation nationale travaillant au nom des CPA

de tout le pays, CPA Canada doit être une organisation forte.

Une chose me comble : dans les priorités mentionnées, la reconnaissance comme membre de CPA Canada revient constamment. Il est réconfortant de savoir que la réputation de crédibilité de CPA Canada et de

ses membres les précède et leur vaut un respect instantané.

C'est un bonheur pour moi d'échanger avec nos membres et de toujours renforcer la profession davantage, mais nous avons besoin de votre aide pour continuer à le faire. Si vous croyez à une profession nationale forte, communiquez avec nous et faites entendre votre voix. Aidez-nous à bonifier la profession et dites-nous comment vous souhaitez y contribuer. Sachez que si CPA Canada communique avec vous, c'est dans le but sincère d'obtenir vos commentaires.

Voici ma promesse à tous les CPA du Canada : nous continuerons d'évoluer à la fois comme organisation et comme profession. Vos commentaires contribueront à façonner notre avenir. Nous ne sommes rien sans vous. ♦



Vous avez peut-être remarqué un changement dans la fréquence de publication de *Pivot*.

À compter de ce numéro, notre magazine primé sera publié trimestriellement. Parallèlement, nous vous offrons désormais une nouvelle section Web intitulée « Actualités *Pivot* », qui réunit analyses approfondies, indications et prises de position, à découvrir à cpacanada.ca/fr/nouvelles.

Ce mois-ci, vous y trouverez des indications exclusives sur les nouvelles normes relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, des conseils sur la fraude ESG, et des articles sur l'intégration des technologies et de l'IA dans la profession de CPA.

Notre nouvelle stratégie visant les contenus imprimés et numériques vous plaît? Dites-le-nous à pivot.letters@cpacanada.ca.



EXPRIMEZ-VOUS :

pivot.letters@cpacanada.ca

PIVOT

VOLUME 7 | NUMÉRO 3

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, VERSION ANGLAISE

Paul Ferriss

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION, VERSION FRANÇAISE

Mathieu de Lajarte

RÉDACTEUR PRINCIPAL

Alex Correa

DIRECTEUR ARTISTIQUE PRINCIPAL

Adam Cholewa

DIRECTRICE ARTISTIQUE

Cindy Lubinic

RESPONSABLE DE LA RÉDACTION

Cassandra Cadieux

RÉVISEURE

Kelly Jones

CORRECTRICE D'ÉPREUVES

Marie-Annick Thabaud

COLLABORATEURS

Liza Agrba, Corrina Allen, Ali Amad, Charnel Anderson, Brian Bethune, David-Alexandre Brassard, Steve Brearton, Jeff Buckstein, Lauren Crazybull, Rob Csernyik, Jessica Deeks, Catherine Dowling, Blair Gable, Rebecca Gao, Stacy Lee Kong, Sarah Laing, Emily Latimer, John Lorinc, Jennilee Marigomen, Kagan McLeod, Ishani Nath, Alethea Ng, John Oakley, Chris Powell, Andrew Raven, Katherine Singh, Doretta Thompson

ÉDITEUR

CPA Canada

ÉDITEUR DÉLÉGUÉ

Douglas Dunlop

DIRECTRICE DES VENTES, PUBLICATION DE CONTENU SUR MESURE, SJC MEDIA

Karen Kahnert
karen.kahnert@stjoseph.com

TRADUCTION
Services linguistiques, CPA Canada

DIRECTRICE, SERVICES LINGUISTIQUES

Karine St-Onge

CONSEIL CONSULTATIF SUR LA RÉDACTION

PRÉSIDENT : John Redding, CPA, CMA
MEMBRES :

Maury K. Donen, CPA, CMA
Debra J. Feltham, FCPA, FCGA
Caroline Garon, CPA, CGA, CAFM
Jason R. Kwiatkowski, CPA, CA, CBV, ASA, CEPA
Ashley Lowe, CPA, CA



St. Joseph Communications contribuera à la plantation d'un arbre ou de Grandifères pour chaque tonne de papier usinée pour le compte de Pivot.

Pivot est publié quatre fois par an par Comptables professionnels agréés du Canada en collaboration avec St. Joseph Communications. Les opinions exprimées par les auteurs, les rédacteurs et dans les publicités n'engagent pas la responsabilité de CPA Canada. Copyright 2024.

TORONTO

277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2
Tél. : 416-977-3222
Télec. : 416-204-3409

MONTRÉAL

2020, boul. Robert-Bourassa,
19^e étage
Montréal (Québec) H3A 2A5
Tél. : 514-285-5002
Télec. : 514-285-5695

ABONNEMENT

Tél. : 416-977-0748 ou
1-800-268-3793
pivot.abonnement@cpacanada.ca

INTERNET

cpacanada.ca/pivotmagazine

PUBLICITÉ

publicite.pivotmagazine@cpacanada.ca

Abonnement supplémentaire (membres) : 32 \$. Candidats : 45 \$. Non-membres : 55 \$. L'exemplaire se vend 9,90 \$. La TPS de 5 % s'applique à tous les abonnements souscrits au Canada. À l'étranger : 89 \$ par année; l'exemplaire se vend 8,90 \$. On peut obtenir des renseignements sur l'abonnement par téléphone au 416-977-0748 ou au 1-800-268-3793, de 9 heures à 17 heures, du lundi au vendredi, ou par télécopieur au 416-204-3416. Numéro d'enregistrement de la TPS : 83173 3647 R10001. Imprimé au Canada : Convention de poste-publications n° 40062437. ISSN 2561-6781. Retourner tout envoi ne pouvant être livré au Canada à l'adresse de Toronto ci-dessus. *Pivot* est membre de Presse spécialisée du Canada et de Magazines Canada. Tous les manuscrits et autres documents soumis à *Pivot* deviennent la propriété de *Pivot* et de Comptables professionnels agréés du Canada, son éditeur. Lorsqu'ils soumettent des textes, les collaborateurs acceptent d'accorder et de céder à l'éditeur tous les droits d'auteur, y compris les droits de réimpression et les droits électroniques, ainsi que tous les droits, titres et intérêts afférents aux textes en question. L'éditeur se réserve le droit d'utiliser ces textes, en partie ou en totalité, dans le cadre des activités du magazine ou dans tout autre cadre qu'il juge approprié. Aucune partie de la présente publication ne peut être reproduite, stockée dans des systèmes de recherche documentaire ou transmise, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, sans le consentement écrit préalable de *Pivot*.

STRATEGIC CONTENT LABS

VICE-PRÉSIDENT SOLUTIONS CLIENTS, MÉDIAS ET CONTENU
Cameron Williamson

VICE-PRÉSIDENTE, MARKETING & CONTENU DE MARQUE
Sasha Emmons

DIRECTION, MARKETING
Lenny Hadley, Janet Palmer

DIRECTRICE, PRODUCTION
Maria Mendes

CHEF, PRODUCTION
Joycelyn Tran

UNE DIVISION DE ST. JOSEPH COMMUNICATIONS
PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION
Tony Gagliano

Changer le visage du cancer

Quel récit émouvant et quel courage de partager cette expérience toute personnelle... J'ai eu le privilège de travailler avec Jasmine avant de prendre ma retraite de CPA Canada. Je me souviens du choc que nous avons tous ressenti à l'annonce de sa maladie. Quelle joie de savoir qu'elle va mieux, et qu'elle mobilise ses forces pour s'investir dans l'organisme Garde tes cheveux. J'aurais tant aimé être encore à l'emploi de CPA Canada pour pouvoir l'accueillir dans son nouveau rôle de vice-présidente, Accès à la profession, à l'Ordre des CPA du Québec!

—Kathy Létourneau
Timmins (Ontario)

Pistes de solutions constructives

L'expression « crise du logement » n'est pas tout à fait juste : elle sous-entend que le marché du logement au pays a déjà été adapté à la situation des Canadiens à faibles revenus. Ce marché a pourtant toujours favorisé les entreprises, les investisseurs et tous ceux qui ont assez d'argent pour en gagner davantage. Il existe très peu d'incitatifs pour la construction et la location de logements abordables pour les personnes à faibles revenus ou sans revenus. Au fil des décennies, des propriétaires (parfois dits véreux) ont acheté à bon marché des immeubles délabrés et les ont loués à bas prix. Devant les tendances démographiques actuelles, notamment compte tenu de l'immigration, cet ancien modèle ne tient plus, et nous devons trouver des solutions. Les stratégies et programmes fédéraux actuels génèrent surtout de nouveaux logements locatifs trop chers pour la population à faibles revenus et les immigrants.

Pourrait-on subventionner la location de nouvelles constructions pour accroître le nombre de logements abordables? Une subvention pourrait compenser des loyers inférieurs au cours du marché. Ainsi, le propriétaire qui loue pour 1 500 \$ un grand appartement valant 3 000 \$ sur le marché obtiendrait une subvention mensuelle de 1 500 \$.

Autre piste de solution : exempter de l'impôt le revenu de location tiré de nouveaux immeubles pour personnes à faibles revenus. Il nous faut absolument sortir de cette impasse.

—Michael Gallagher, CPA, CMA
Thunder Bay (Ontario)

Une solution éprouvée

Je peux sembler déphasé par rapport aux avis des experts de l'heure sur les causes de la pénurie de logements locatifs. Je m'explique. J'ai vu des gens, notamment mes proches, en construire et en acheter dans les années 1960 et 1970. À l'époque, tous ceux qui avaient de l'argent achetaient des terrains et construisaient des immeubles locatifs. Pour louer leurs appartements flambant neufs et atteindre rapidement le seuil de rentabilité, les propriétaires payaient la moquette et une télé couleur, offraient un loyer peu élevé et acceptaient des baux de trois ans. Le moment du renouvellement venu, ils augmentaient le loyer de cinq dollars (et repeignaient l'appartement à leurs frais).

En Ontario, le secteur privé construisait alors 40 000 logements par année (400 000 logements de 1962 à 1972!). Puis, en 1973, le prix du pétrole a quadruplé. Pour juguler l'inflation causée par l'embargo pétrolier, le Canada a instauré des contrôles temporaires des salaires et des prix. La loi visait toutes les activités commerciales sauf la location résidentielle, ce qui devait permettre aux provinces de contrôler les loyers. Les mesures de contrôle des loyers instaurées en 1975 par le gouvernement Davis ont mis fin à la construction de logements locatifs par le secteur privé. De temps à autre, la province a bien tenté d'encourager cette construction par des incitatifs comme le PALL, le RCCLL et l'IRLM. Les immeubles construits dans le cadre de ces programmes devaient échapper au contrôle des loyers, mais après un ou deux scrutins, l'exception était invariablement levée. La majorité des propriétaires privés a donc perdu confiance et a tout simplement cessé

de construire des immeubles locatifs. Seuls les rares promoteurs privés qui possédaient déjà des terrains en zone résidentielle près du centre-ville (où les loyers seront élevés) peuvent continuer à en bâtir. Pour que la construction de tels immeubles reprenne, il suffit d'empêcher l'État de contrôler les loyers. Le fédéral doit donc inscrire les droits de propriété appropriés dans la constitution canadienne pour que les provinces et les municipalités ne puissent plus jamais contrôler les loyers. Les propriétaires se bousculeront alors pour offrir plus de logements locatifs sur le marché, comme dans les années 1960.

—Marvin J. Sigler, CPA (retraité)
Toronto

Hypothèses comptables

Votre article de Mars-Avril 2024 intitulé *Externaliser sa direction financière* m'a permis de rire de moi-même!

En tombant sur l'expression « groupes dignes d'équité », je me suis demandé pourquoi certains mériteraient plus de capitaux propres que d'autres. C'est ce qu'a automatiquement évoqué le terme « équité » pour la comptable que je suis!

—Lorraine Briscoe, CPA, CA
Knowlton (Québec)

Se hisser au sommet

J'ai beaucoup aimé votre article sur Linda Raynier dans le numéro de Janvier-Février 2024. De nos jours, l'image est travaillée à la perfection, et on met à l'avant-plan de hauts dirigeants qui semblent tous enchaîner les réussites et avoir un parcours sans faille. Quel bonheur de découvrir quelqu'un qui, comme nous tous, a connu des revers et des déceptions, et qui ne le cache pas. Chacun doit trouver sa propre voie dans la vie. Je suis heureux de voir que pour Linda, la réussite ne se mesure pas à la superficie d'un bureau luxueux, mais bien à une véritable influence qui vient améliorer les choses pour de nombreuses personnes.

—Jason Applebaum, CPA, CMA
Toronto

CERTIFICAT EN PRATIQUE DE LA FISCALITÉ CANADIENNE

ORIENTEZ VOTRE CARRIÈRE VERS LA FISCALITÉ CANADIENNE



CARACTÉRISTIQUES DU PROGRAMME

- Programme complet axé sur la pratique et la mise en application
- Formation dispensée en ligne sur la plateforme Zoom
- Un cours par semaine, de soir
- Formation d'une durée de six mois
- Enseignement donné par des formateurs d'expérience et des fiscalistes réputés, en anglais





MISSION

TRANSFORMER DES VIES

Cheri Burke-Gaffney, CPA calgarienne et directrice des opérations de Canadian Women for Women in Afghanistan, a trouvé sa vocation : transmettre savoir et espoir à des Afghanes qui affrontent l'adversité. **PAR ALI AMAD**

En 1996, les talibans prennent le pouvoir en Afghanistan et imposent un régime répressif assorti de restrictions sévères visant les femmes, dont l'interdiction d'occuper un emploi et de quitter le domicile sans être accompagnée d'un parent proche de sexe masculin. Quant aux jeunes filles, on leur interdit d'aller à l'école et de faire des études supérieures. La même année, dans la foulée d'efforts citoyens pour aider les femmes et les filles afghanes, Deborah Ellis, auteure canadienne primée d'une série de romans jeunesse sur le parcours d'une Afghane de 11 ans nommée Parvana, crée spontanément un groupe de financement à Toronto.

Ce regroupement communautaire recueille d'abord des dons pour des cours d'alphabétisation, des dispensaires et des formations professionnelles pour femmes en Afghanistan, ainsi que pour les réfugiés afghans au Pakistan. Bientôt, il essaima à Calgary, à Victoria et à Vancouver. En 2003 (après la défaite des talibans, en 2001), l'initiative se constitue en organisme sans but lucratif (OSBL) sous le nom de Canadian Women for Women in Afghanistan (CW4WAfghan), et crée un réseau de bibliothèques de village et de laboratoires de sciences dans les écoles. L'OSBL devient un organisme de bienfaisance enregistré en 2009. Dans les années suivantes, CW4WAfghan contribue à l'alphabétisation de plus de 5 000 Afghanes, forme 10 000 enseignants et fonde la bibliothèque Darakht-e Danesh (qui signifie « arbre de connaissances » en dari, une langue afghane), la première collection multilingue de ressources éducatives en ligne destinées au peuple afghan. Actuellement, la bibliothèque cumule plus de 65 000 visites par mois.



En 2021, à la faveur du retrait des forces militaires des États-Unis et de l'OTAN, les talibans reprennent rapidement le pouvoir, et réinstaurent plusieurs de leurs restrictions d'avant. « Notre travail s'avère donc plus important que jamais », souligne Cheri Burke-Gaffney, CPA de Calgary et directrice des opérations de CW4WAfghan depuis 2022. Pour l'heure, les talibans semblent bien installés au pouvoir, et en cette 28^e année d'existence de CW4WAfghan, Cheri Burke-Gaffney et son équipe s'affairent à la mise en place, d'ici une décennie, d'un système d'enseignement virtuel complet pour les femmes et les filles afghanes.

« VOIR CES FILLES ÉPANOUIES, PLEINES DE TALENT ET D'AMBITION, M'A FAIT CHAUD AU CŒUR. »



Cheri Burke-Gaffney et son équipe lors d'une session de planification stratégique à Banff (Alberta), en 2022.

Depuis quand connaissez-vous CW4WAfghan?

À mes débuts, je travaillais dans le secteur pétro-gazier. Au bout de 10 ans, je me suis mise à mon compte, car j'aspirais à une meilleure conciliation travail-famille, le temps que mes trois enfants grandissent. J'offrais des services de tenue de livres, des services-conseils et des services fiscaux dans divers secteurs, et j'ai rencontré mon premier client du secteur sans but lucratif en 2013. C'est ce client qui m'a présenté Janice Eisenhauer, une des cofondatrices de CW4WAfghan. Elle cherchait quelqu'un pour la trésorerie. Elle a été une telle inspiration pour moi, et j'ai trouvé l'équipe si passionnée! Moi aussi, je voulais participer à la mission de CW4WAfghan – redonner espoir aux femmes et filles afghanes sans recours en améliorant

5 000

Nombre de femmes afghanes que CW4WAfghan a aidées à apprendre à lire et à écrire

concrètement leur vie. J'ai commencé comme comptable, puis j'ai fini par devenir directrice des finances. Aujourd'hui, mon mandat de directrice des opérations réunit les collectes de fonds, la mobilisation du public et les ressources humaines.

Comment avez-vous relevé les défis liés à la gestion financière d'un OSBL?

Avant tout, j'ai suivi le programme de certificat en comptabilité des OSBL donné par Humanity Financial Management, un cabinet comptable de Vancouver. Même si, bien sûr, certains principes comptables et certaines obligations fiscales diffèrent, j'ai découvert que, dans l'ensemble, les finances d'un OSBL ressemblent à celles d'une entreprise à but lucratif. La visée n'est peut-être pas lucrative, mais on doit quand même surveiller les dépenses et générer des revenus. Nous n'avons pas de comptes à rendre aux actionnaires, mais nous présentons aux 6 000 organisations et particuliers qui nous soutiennent des informations détaillées sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance.

Comment surmontez-vous les difficultés de la prestation de services dans un pays instable comme l'Afghanistan?

Nous devons accepter que de nombreuses variables changent constamment là-bas. Nous nous y adaptons de notre mieux. Par exemple, le gouvernement canadien nous avait accordé une subvention de quatre ans, de 2019 à 2023, mais au retour des talibans, en 2021, il a dû y mettre fin. En l'absence d'un gouvernement reconnu, il ne pouvait plus garder une présence en Afghanistan. Nous avons réussi à lui fournir un plan de projet détaillé sur la prestation de nos programmes virtuels – qui, sans présence sur place, demeurent tout de même très utiles. J'étais ravie que nous ayons convaincu l'État de maintenir notre subvention en l'adaptant aux programmes virtuels. Désormais, nous donnons aussi des cours en ligne à des enseignantes et enseignants d'Afghanistan et d'autres pays. Et nous avons lancé des classes virtuelles pour les jeunes filles à qui les politiques talibanes interdisent l'accès à l'école normale. La mise en ligne de nos programmes a l'avantage supplémentaire d'assurer la sécurité des élèves et des enseignants.

Parlez-nous d'une expérience particulièrement enrichissante que vous avez vécue à CW4WAfghan.

Je pense entre autres à une fête où deux élèves de septième année ont témoigné leur gratitude de façon particulière à l'une de nos mécènes. L'une a livré

un message de remerciement dans un anglais impeccable, appris grâce à nos classes virtuelles. L'autre a dessiné un portrait extrêmement beau de la donatrice. Voir ces filles épanouies, pleines de talent et d'ambition, m'a vraiment fait chaud au cœur. Ces récits ont aussi inspiré mes enfants : ma fille et mon fils cadet, tous deux comptables, font du bénévolat, et mon fils aîné étudie les maladies infectieuses et l'incidence des vaccins antipaludiques en Éthiopie. Un jour, je l'espère, l'Afghanistan redeviendra un pays sûr, et nous irons rencontrer en personne ces femmes et ces filles courageuses.

Quels sont les projets de CW4WAfghan?

Après à peine cinq années de règne taliban, de 1996 à 2001, nous avons tous constaté les impacts sociaux et économiques dévastateurs de l'interdiction imposée aux femmes d'accéder à l'éducation. Les filles de toute une génération, privées d'enseignement, sont aujourd'hui des adultes analphabètes. Pour éviter une autre génération perdue, il faut briser le cycle de l'analphabétisme et de la pauvreté. Le savoir donne du pouvoir. Il façonne notre parcours, nous permet de prendre nos propres décisions et de changer le cours des choses. C'est pourquoi nous élargissons nos programmes virtuels et notre programme de bourse, qui aide les jeunes filles à payer les frais de scolarité, l'achat d'un ordinateur et diverses ressources éducatives. Nous travaillons également à la création d'un programme d'attestation pour que les filles obtiennent un diplôme d'études secondaires qui ouvre la porte à l'éducation supérieure.

Que peuvent faire les CPA pour l'avancement des droits des femmes et des droits de la personne dans le monde? Et quel conseil donneriez-vous aux CPA qui envisagent une carrière alliant finances et impact social dans le secteur sans but lucratif?

Il incombe aux CPA, en tant que leaders, de mettre à profit leurs compétences et leur expertise pour rendre le monde meilleur. Si vous aspirez à faire œuvre utile, suivez votre cœur : il vous mènera vers une carrière gratifiante. Le secteur sans but lucratif enrichit le bagage des CPA tout en favorisant le développement personnel et le sentiment d'accomplissement. Je recommande également de ne pas trop s'en faire pour les leviers qui échappent au contrôle des OSBL, entre autres les changements politiques et économiques, car le secteur a démontré sa résilience, notamment durant la pandémie. Les compétences que les CPA peuvent faire valoir dans les OSBL sont autant d'atouts à l'appui de cette résilience. ♦

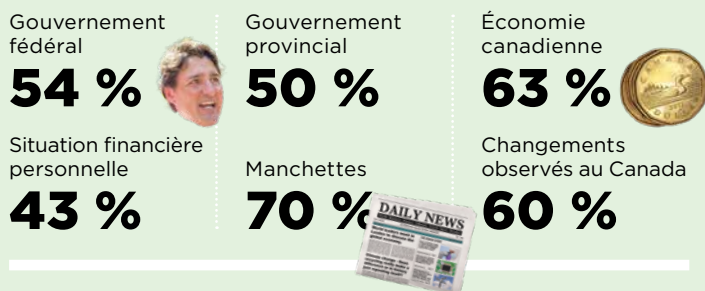
PHOTOS ISTOCK: TRUDEAU GETTY

VOIR ROUGE

Vous bouilliez? Il y en a d'autres comme vous. Pollara Strategic Insights sonde notre ressenti quant à différentes questions, et le portrait est loin d'être rose.

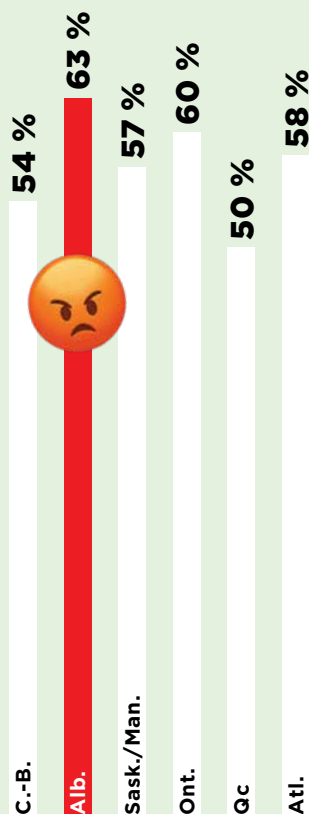
PAR STEVE BREARTON

Pourcentage de répondants se disant exaspérés ou contrariés par ces sujets (novembre 2023) :



Au plus haut en Alberta et au plus bas au Québec

Moyenne des répondants se disant exaspérés ou contrariés par régions :



L'exaspération, plus marquée chez les femmes

59 %

Pourcentage de femmes se disant exaspérées ou contrariées par les récentes tendances



54 %

Pourcentage d'hommes se disant exaspérés ou contrariés par les récentes tendances

Groupes d'âge les plus exaspérés

Économie canadienne
18-34 ans

Situation financière personnelle
35-49 ans

Changements observés au Canada
50-64 ans

Manchettes
65 ans et plus



ÉCONOMIE

OBTENIR NOTRE JUSTE PART DE CAPITAUX

Ô Canada, terre d'investissements? Tout à fait, mais à condition de miser (nous-mêmes) sur ce qui nous distingue.



DAVID-ALEXANDRE BRASSARD

Depuis le début du conflit entre la Russie et l'Ukraine, les perspectives économiques, devenues incertaines, ont modifié les choix des investisseurs. Ainsi, en 2023, l'argent s'en est allé vers les États-Unis, le Brésil, le Mexique ainsi que le Canada, à égalité au troisième rang des pays de l'OCDE pour les investissements directs étrangers (IDE). Pourtant, rien n'indique une véritable amélioration du positionnement canadien en ce qui concerne l'attraction de capitaux. Le pays maintient un solde négatif d'IDE, puisque les IDE du Canada faits à l'extérieur de nos frontières dépassent ceux faits en sol canadien. Ce n'est ni nouveau ni propre à notre pays : les économies plus matures sont plus riches et investissent parfois davantage à l'étranger. Les États-Unis, dont le solde est équilibré, sont l'un des rares pays à ne pas suivre cette tendance.

C'est particulièrement apparent du côté des contribuables et des fonds de retraite. En 1996, les investissements des Canadiens à l'étranger valaient autant que les investissements des étrangers au Canada. Depuis, les investissements des Canadiens à l'étranger se sont multipliés par 11, alors que ceux des étrangers au Canada ne se sont multipliés que par 7. Quant aux fonds de retraite, ils se sont diversifiés. Si les actifs canadiens (hors obligations) comptaient pour 80 % du portefeuille dans les années 90, ils se situent désormais sous la barre des 50 %. Et pour la part canadienne des actions, la différence est encore plus marquée : elle est passée pendant la même période de 74 % à 23 % à peine.

On pourrait faire l'autruche, mais un constat s'impose : le Canada n'attire pas suffisamment l'argent des multinationales, ni des contribuables, ni des fonds de retraite. Or, une insuffisance de capitaux peut se traduire en perte de productivité (et de rendement) et rendre les investissements canadiens encore moins intéressants. Un vrai cercle vicieux.

Savoir attirer des capitaux

En théorie, attirer des capitaux, c'est simple : soit on rend les investissements canadiens plus intéressants – donc compétitifs –, soit on se démarque à l'international. Mais le diable est dans les détails.

Pour rendre les investissements plus compétitifs, une multitude d'approches de développement économique existent. Personnellement, je soutiens les approches systémiques qui ciblent l'environnement d'affaires (taux de taxation plus faibles, réglementation agile et adaptée, etc.). L'approche classique canadienne visant à attirer des multinationales avec de généreuses subventions me semble surannée. Elle coûte trop cher et favorise le développement d'écosystèmes d'entreprises qui dépendent d'une multinationale. Et parfois, pour garder l'entreprise au pays, on se retrouve contraint de pérenniser l'aide initiale.



L'industrie des combustibles fossiles investit autant qu'avant la pandémie.

L'autre approche consiste à faire en sorte que le Canada se distingue à l'international pour attirer des investisseurs – par l'entremise, par exemple, de notre positionnement politique ou des considérations ESG. Les dernières années ont mis en lumière la dépendance de la chaîne énergétique mondiale à des fournisseurs exposés aux litiges. Le Canada, comme producteur d'énergies fossiles, est bien positionné pour recevoir des investissements – qui seront les bienvenus. En effet, cette industrie investit autant qu'avant la pandémie, sans compter l'inflation, alors que

les investissements venant de l'étranger sont plus faibles. Avec les États-Unis dans l'arène, on ne peut gagner sur la base des rendements : le TSX réalise presque systématiquement des rendements inférieurs au S&P 500. C'est là qu'entre en jeu notre performance ESG, qui offre au Canada la possibilité de compétitionner dans d'autres sphères. En matière de gouvernance, la performance canadienne est comparable, voire supérieure à celle des États-Unis selon plusieurs indicateurs. Un constat similaire s'applique au volet social. Les inégalités de revenus et de richesses, en plus d'être moins importantes au Canada, n'augmentent pas au rythme de celles observées aux États-Unis. L'indice de mobilité sociale, qui devrait caractériser le « rêve américain », est plus élevé au Canada. Même chose au sein des entreprises, où l'écart salarial entre PDG et employés est plus faible. On y trouve aussi moins de travailleurs faiblement rémunérés et plus de femmes à des postes de gestion.

Pour ce qui est de l'environnement, la comparaison est moins reluisante. Notre économie repose en partie sur les ressources naturelles, et notre faible densité de population génère un lourd bilan environnemental en ce qui a trait aux transports. Cela dit, le Canada doit se démarquer rapidement quant à la transparence et à la qualité des informations disponibles aux investisseurs. Sur ce plan, les choses sont sur la bonne voie. Le Conseil canadien des normes d'information sur la durabilité travaille en collaboration avec son pendant international à la mise en œuvre de normes internationales et canadiennes.

LE CANADA N'ATTIRE PAS ASSEZ L'ARGENT DES MULTINATIONALES, NI DES CONTRIBUABLES, NI DES FONDS DE RETRAITE.

La mise à jour économique fédérale de 2023 prévoit également d'augmenter la transparence des fonds de retraite. C'est un bon début. Je ne verrais pas d'un mauvais œil que les gouvernements introduisent des mandats de développement économique pour multiplier les retombées de notre argent au pays. C'est déjà le cas pour la Caisse de dépôt du Québec, qui n'a pas vu ses rendements affectés. Bref, rapatrier des investissements au Canada sera bien reçu pourvu qu'on évite deux secteurs déjà en surchauffe : l'immobilier et les infrastructures. ♦

David-Alexandre Brassard est économiste en chef à CPA Canada.

-51 %

Diminution de la part des actions canadiennes dans les fonds de pension nationaux depuis 1990.

QUESTIONS D'ARGENT

REPRENDRE SON ÉLAN

L'ombre de l'insécurité financière s'étend à toutes les sphères de nos vies.

PAR DORETTA THOMPSON



C'est indéniable : bonheur et santé financière vont de pair. Et l'on braque de plus en plus les projecteurs sur les lourdes conséquences de l'insécurité financière. Lorsqu'il nous ronge, ce mal s'en prend à la fois à notre moral et à notre bien-être, et la productivité chute.

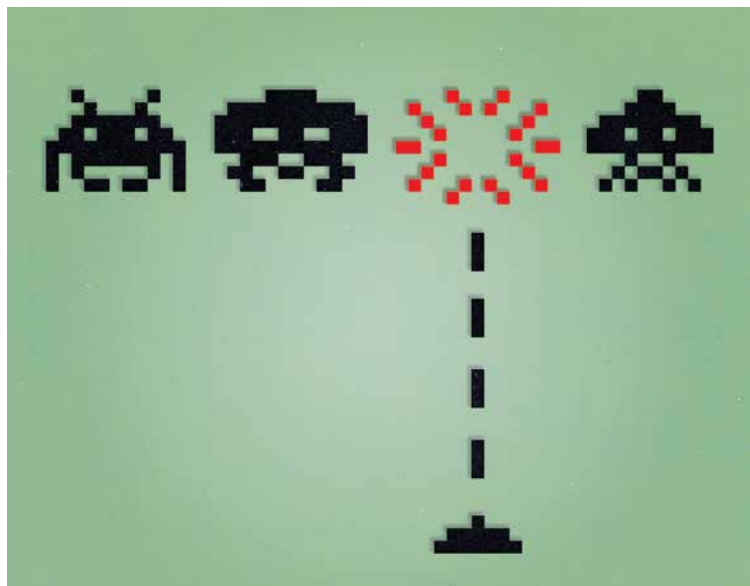
Selon un récent sondage de l'Institut national de la paie, près de 40 % des Canadiennes et Canadiens seraient aux prises avec des problèmes d'argent, même si le tiers d'entre eux disent gagner un salaire annuel de plus de 100 000 \$. Au travail, leurs préoccupations leur font perdre une trentaine de minutes par jour. Ainsi, les inquiétudes liées aux dettes de carte de crédit, aux taux d'intérêt et à l'inflation alimentaire grugent plus de trois semaines de productivité par année.

Freinée par la honte que lui inspirent ses difficultés financières, une personne endettée attendra en moyenne cinq ans avant de demander de l'aide. L'endettement nous plonge dans un cercle vicieux, où stress, anxiété et honte se nourrissent mutuellement, contribuant à des problèmes de santé mentale.

Il est temps de briser ce tabou qu'est l'endettement, et pour ce faire, on doit en parler. Il faut encourager les gens à aller chercher du soutien au plus tôt, et leur offrir informations et conseils pour les préparer à affronter les tempêtes financières.

De saines habitudes financières favorisent aussi le bien-être global. Et le grand secret pour surmonter les problèmes financiers? Aller chercher de l'aide dès que possible. ♦

Doretta Thompson est chef du développement de la littérature financière à CPA Canada.



FISCALITÉ

FINIE LA RÉCRÉ!

Le gouvernement transforme les contribuables en bêtesteurs pour valider ses nouvelles règles fiscales. Mauvaise idée.



JOHN OAKEY

Dans le secteur du jeu vidéo, il est courant de lancer des versions bêta auprès d'utilisateurs impatients d'en faire l'essai et d'en détecter les bogues afin que les développeurs puissent apporter des correctifs avant la mise en marché des produits. Grâce à cette forme d'externalisation ouverte, les développeurs réalisent de grosses économies sur le contrôle qualité interne.

Cela dit, lorsqu'il s'agit de politiques publiques et de réglementation, cette stratégie n'est sans doute pas la plus efficace. Tester des mesures fiscales est loin d'être amusant.

Pourtant, ces dernières années, c'est ainsi que le gouvernement fédéral a choisi d'agir à l'égard de nouvelles règles fiscales, comme celles relatives à la taxe sur les logements sous-utilisés (TLSU) et aux exigences de déclaration des simples fiducies. Il a imposé de nouvelles mesures aux contribuables et à leurs conseillers, et s'est ensuite empressé de réparer les dégâts à la volée.

Dans le cas de la TLSU, censée cibler les propriétaires étrangers, les Canadiens qui possédaient indirectement des immeubles résidentiels par

l'intermédiaire d'une fiducie, d'une société par actions canadiennes déterminées se sont retrouvés dans la ligne de mire du fisc. Les contribuables, bien qu'exonérés d'impôt, et leurs CPA ont investi beaucoup de temps pour comprendre les règles et remplir les déclarations. Ce processus absurde a occasionné des coûts et du stress inutiles pour les personnes concernées, n'a généré aucune recette fiscale supplémentaire et n'a aucunement amélioré la situation dans le marché du logement. Après avoir essuyé maintes critiques de la part des parties prenantes, dont CPA Canada, le ministère des Finances a déposé en novembre dernier des modifications à la TLSU afin de « faciliter l'observation de la loi ».

Autre exemple plus récent : les nouvelles règles de déclaration des simples fiducies. Ces modifications de la *Loi de l'impôt sur le revenu* émanent d'un ministère des Finances qui peine à suivre le rythme de l'activité législative de nature fiscale du gouvernement fédéral. L'application de la version définitive des règles s'est avérée si large qu'elle aurait imposé des obligations de déclaration aux simples fiducies qui n'avaient jamais été visées en premier lieu. Après avoir tiré la sonnette d'alarme pendant des mois sur les graves lacunes du système, et à quelques jours seulement de la date limite de production des déclarations, les autorités ont décidé d'exonérer les simples fiducies pour l'année d'imposition 2023. L'Agence du revenu du Canada a annoncé qu'elle « travaillera avec le ministère des Finances afin de clarifier ses directives sur cette exigence de déclaration ».

CONTRIBUABLES ET CPA ESSAIENT DE RESPECTER LES RÈGLES, MAIS LE SYSTÈME A DES LACUNES.

Il y a là un problème auquel il faut s'attaquer.

Dans les deux cas cités, le fédéral a choisi de tester ses nouvelles règles plutôt que de mener une consultation, d'écouter les conseils d'experts externes et de corriger les problèmes *avant* l'entrée en vigueur des règles. Entre-temps, les contribuables et les comptables ont fait les frais de cette démarche dénuée de sens.

Heureusement, le gouvernement n'a pas agi de la sorte avec toutes les mesures fiscales annoncées récemment. Pensons, par exemple, aux modifications du traitement fiscal des transferts intergénérationnels d'actions d'une société. Pendant des années, en vertu de l'article 84.1 de la *Loi de*

**RAPPROCHER LES
PORTEFEUILLES
D'INVESTISSEMENT EN
QUELQUES MINUTES.**



Les cabinets comptables et les bureaux familiaux du Canada font confiance à la solution automatisée de tenue de livres d'investissement d'ARTIFFEX pour une précision, une productivité et une rentabilité inégalées.

- ▲ Augmenter les marges et développer votre activité
- ▲ Libérer des ressources internes
- ▲ Intégration aisée dans les flux de travail existants
- ▲ Bénéficier d'une assistance utilisateur personnalisée et experte

"Artiffex nous a permis de simplifier et de réduire nos interactions avec les comptables de nos clients et a considérablement réduit le temps passé en interne sur les processus comptables. Le gain de temps, la transparence des données et la rapidité d'exécution font de ce partenariat un succès pour nous." - Clyde Leonard, Gestionnaire de patrimoine, Samara Family Office

RAPIDE. PRÉCIS. SÛR.

Contactez-nous pour savoir comment ARTIFFEX peut transformer votre cabinet.



 514-843-9855  info@artiffex.com  www.artiffex.com

l'impôt sur le revenu, il était plus avantageux, du point de vue de la planification fiscale, de transférer des actions à un tiers qu'à un enfant ou petit-enfant. Le ministère des Finances a fini par apporter des modifications qui ne pénalisent pas les membres de la famille, et qui permettent aux véritables transferts intergénérationnels d'entreprises de bénéficier du traitement des gains en capital et même d'une exonération cumulative des gains en capital. Dans ce cas, même si les modifications ont évolué depuis le dépôt du projet de loi C-208, le gouvernement a consulté les parties prenantes, dont le Comité mixte sur la fiscalité de l'Association du Barreau canadien et de CPA Canada, et le ministère des Finances a donné suite à certaines recommandations importantes. Un tel résultat est l'exception et non la règle.

De toute évidence, nous avons la possibilité de tirer des leçons de la mise en œuvre déficiente de la TLSU et des règles de déclaration des fiducies.

2023

Année d'imposition où les autorités ont décidé d'exonérer à la dernière minute les simples fiducies

Le gouvernement fédéral devrait se montrer plus prudent et plus ouvert à la collaboration dans le cadre de la réforme fiscale. La législation fiscale étant complexe et technique, tout le monde y gagne lorsque le ministère des Finances prend le temps de tirer parti des ressources de la communauté fiscale pour rédiger des dispositions législatives efficaces qui concilient les objectifs stratégiques et le fardeau de l'observation des règles imposées aux contribuables.

Si les essais bêta sont parfaits pour détecter les bogues dans un jeu vidéo, ce n'est pas la bonne approche pour mettre en œuvre des mesures fiscales. Je préfère l'adage du charpentier : mesurer deux fois et couper une fois. C'est une vision pragmatique des choses qui peut certainement s'appliquer à la politique fiscale. ♦

John Oakey, CPA, est vice-président Fiscalité, à CPA Canada.

ESCROCS SANS SCRUPULES

Florilège de fraudes
PAR ANDREW RAVEN



JEUNES ET INVINCIBLES?

Être jeune et technocompétent, gage de protection contre les fraudes sur Internet? Faux!

Selon une étude récente de la TD, près d'un tiers des 18-34 ans se seraient fait escroquer sur le Web.

« Les natifs du numérique ne sont pas pour autant imperméables aux arnaques en ligne », fait remarquer Sophia Leung, experte en prévention de la fraude à la TD.

Mais alors, pourquoi tant de Y et de Z tombent-ils dans le filet des escrocs? En raison de stratagèmes de plus en plus habiles. Par exemple, récemment, de fausses applications de cryptomonnaie offraient d'investir dans des portefeuilles numériques sans la moindre valeur.

Et encore, la TD estime que cette tromperie a touché beaucoup plus de jeunes que ne le suggère l'enquête, plus de 40 % des répondants ayant déclaré qu'ils hésiteraient à s'avouer victimes d'une fraude, par honte.

UN ACTE PEU CHARITABLE

Un trentenaire a été arrêté à Toronto pour avoir prétendument récolté des fonds au bénéfice de la fondation de l'hôpital SickKids, l'un des hôpitaux pour enfants les plus connus de la métropole.

La police aurait reçu plusieurs signalements d'un homme faisant du porte-à-porte dans le centre-ville, alléguant une collecte de dons en espèces pour la fondation.

On rapporte que le suspect, qui portait un faux badge d'identité, se montrait agressif lorsqu'on le questionnait sur son rôle.

Originaire de Vaughan, l'homme fait face à une douzaine de chefs d'accusation, notamment pour fraude et violation de libération conditionnelle.

Aucune précision n'a été fournie sur les montants récoltés, mais l'escroquerie aurait fait plusieurs victimes, selon les autorités.

Dans un communiqué, la police souligne que SickKids interdit la collecte de dons en espèces, et que les solliciteurs autorisés portent tous un numéro d'identification et un code QR permettant d'en savoir plus à leur sujet.

VOYAGEURS PRESSÉS... COMME DES CITRONS

Certains fraudeurs n'ont pas froid aux yeux. La police britannique a arrêté un ancien employé d'un transporteur qui aurait orchestré une fraude de 5 M\$ à l'aéroport Heathrow.

En échange de généreux pots-de-vin, certains s'élevaient à plus de 40 000 \$ CA, l'homme de 24 ans permettait à des voyageurs en partance pour le Canada de passer l'enregistrement sans visa valide.

Et une fois à destination, ces voyageurs demandaient l'asile.

Appréhendé en début d'année, puis libéré sous caution, le suspect se serait depuis enfui en Inde, où il posséderait plusieurs demeures.



LES FONDS ORIENTÉS PAR LE DONATEUR DÉMYSTIFIÉS



Discutez-vous de philanthropie avec vos clients?

Des recherches montrent que les conseillers qui amorcent des discussions avec leurs clients au sujet des dons de bienfaisance améliorent la satisfaction de leurs clients en resserrant les liens de confiance qu'ils entretiennent avec eux, tout en faisant le bien pour la collectivité¹. Vos clients ont atteint la réussite financière. En leur donnant l'occasion d'exprimer ce qui leur tient le plus à cœur et en engageant une conversation sur le legs qu'ils souhaitent laisser, vous aurez des interactions profondes qui renforceront votre relation avec eux.

Si vos clients sont motivés par la philanthropie, vous pouvez leur proposer des solutions qui les aideront à atteindre leurs objectifs. En explorant ces solutions simples avec eux, vous devenez, en tant que conseiller de confiance, partie intégrante de leur parcours de donateur. Proposer des moyens fiscalement avantageux de faire des dons de bienfaisance par l'intermédiaire d'un fonds orienté par le donateur s'avère une excellente option pour simplifier le processus de don. Pour en apprendre davantage, lisez notre entretien avec la Fondation communautaire juive de Montréal (FCJ), un fournisseur de fonds orientés par le donateur.

Qu'est-ce qu'un fonds orienté par le donateur (FOD)?

Intervieweur : Merci de prendre le temps de discuter avec nous des fonds orientés par le donateur et de leur pertinence pour les clients motivés par la philanthropie. Pouvez-vous d'abord nous expliquer en quoi consiste un fonds orienté par le donateur?

FCJ : Bien sûr, avec plaisir. Un fonds orienté par le donateur, communément appelé FOD, est essentiellement un compte bancaire philanthropique. Il s'agit en fait du mécanisme philanthropique qui connaît la croissance la plus rapide en raison de la souplesse qu'il offre aux clients, peu importe leur capital philanthropique.

Intervieweur : D'accord. Comment cela fonctionne-t-il concrètement pour un client qui s'intéresse à la philanthropie?

FCJ : Concrètement, un donateur fait affaire avec un fournisseur de FOD, comme la FCJ, pour établir un fonds. Le fonds devient son compte bancaire philanthropique, grâce auquel il peut faire don d'actifs pour accumuler du capital et formuler des recommandations pour effectuer des versements aux organismes de bienfaisance canadiens de son choix. Après avoir transféré des actifs dans son FOD, le donateur reçoit un reçu de don. Il peut ensuite effectuer des versements à des organismes de bienfaisance à partir de son fonds.

Intervieweur : Pouvez-vous nous en dire plus sur la façon dont un FOD est structuré? Y a-t-il des frais connexes? Un donneur peut-il nommer le fonds lui-même? Quelles sont les règles pour les subventions aux organismes de bienfaisance?

FCJ : Ce sont des questions très pertinentes. La structure précise du FOD dépend du fournisseur de ce service. La FCJ n'exige aucun frais pour les fonds détenus en espèces. Un donateur peut garder son capital philanthropique en espèces et effectuer des versements à sa convenance à tout organisme de bienfaisance canadien, et ce, sans aucuns frais. Pour les donateurs qui souhaitent maintenir leur fonds à long terme ou accroître leur capital philanthropique, nous offrons un fonds commun de placement dans lequel ils peuvent choisir de placer leur fonds. Les frais annuels sont très concurrentiels; ils s'élevaient à 0,65% pour les soldes allant jusqu'à 1 million de dollars, à 0,3 % pour les soldes allant jusqu'à 10 millions de dollars, et à 0,2 % pour les fonds de 10 millions de dollars et plus.

Nous offrons également une grande souplesse d'investissement aux clients dont le fonds est supérieur à 1 million de dollars. Ils peuvent opter pour notre fonds commun de placement, lequel est équilibré et géré par des professionnels afin d'assurer un rendement constant sur un horizon à long terme, ou investir avec un courtier de leur choix. **Ainsi, si vous êtes gestionnaire de fonds, vous pourriez centraliser les activités**

philanthropiques de votre client auprès de nous tout en continuant de gérer ses actifs philanthropiques.

Les donateurs peuvent nommer leur propre fonds et choisir que leurs dons soient reconnus en vertu du nom de leur fonds ou de manière anonyme, et ce, chaque fois qu'ils effectuent un versement à un organisme de bienfaisance. Nous facilitons les dons à tout organisme de bienfaisance enregistré au Canada et, grâce à la générosité de nos donateurs, nous versons collectivement près de 200 millions de dollars par année à plus de 1 000 organismes de bienfaisance différents.

Intervieweur : C'est vraiment impressionnant! Nous avons discuté des avantages d'un FOD pour le donateur, mais quels sont les avantages pour un conseiller qui envisage cette solution pour ses clients?

FCJ : Nous aimons travailler en partenariat avec les conseillers afin d'obtenir les résultats philanthropiques les plus fiscalement avantageux possibles pour nos clients mutuels. Nous commençons souvent par examiner les besoins de chaque client en partenariat avec son conseiller et par déterminer le mécanisme de don le plus approprié, qu'il s'agisse de titres négociables à valeur accrue, d'un don d'actions d'une société privée, d'une assurance vie, de biens immobiliers ou autres. Il existe de nombreux outils d'aide, ce que nous appelons la « philanthropie intelligente ». Nous savons aussi que le fait de discuter de philanthropie avec vos clients, si vous êtes conseiller, accroît leur confiance et leur satisfaction à l'égard de vos services. Tout le monde y gagne!

Intervieweur : Ça semble formidable pour toutes les parties. Merci de nous avoir expliqué la base d'un FOD. Si nos lecteurs veulent en apprendre davantage ou ont des clients susceptibles de s'intéresser à la philanthropie, comment peuvent-ils vous joindre?

FCJ : Merci pour cet entretien. Nous sommes là pour encourager la philanthropie; nous encouragerons donc les conseillers à collaborer avec nous pour accroître la satisfaction et l'impact philanthropique de leurs clients. Si vos lecteurs souhaitent poursuivre la discussion, ils peuvent nous écrire un courriel à info@jcfmontreal.org ou nous téléphoner au **514 345-6414** et demander à parler à notre équipe de conseillers et de conseillères en philanthropie.



Kathy Assayag

Présidente et directrice générale

¹ CAGP Research Layout Master (cagp-acdp.org)



LA FONDATION
COMMUNAUTAIRE
JUIVE DE MONTRÉAL

514 345-6414

info@jcfmontreal.org

www.jcfmontreal.org/fr



CONTACTEZ-NOUS

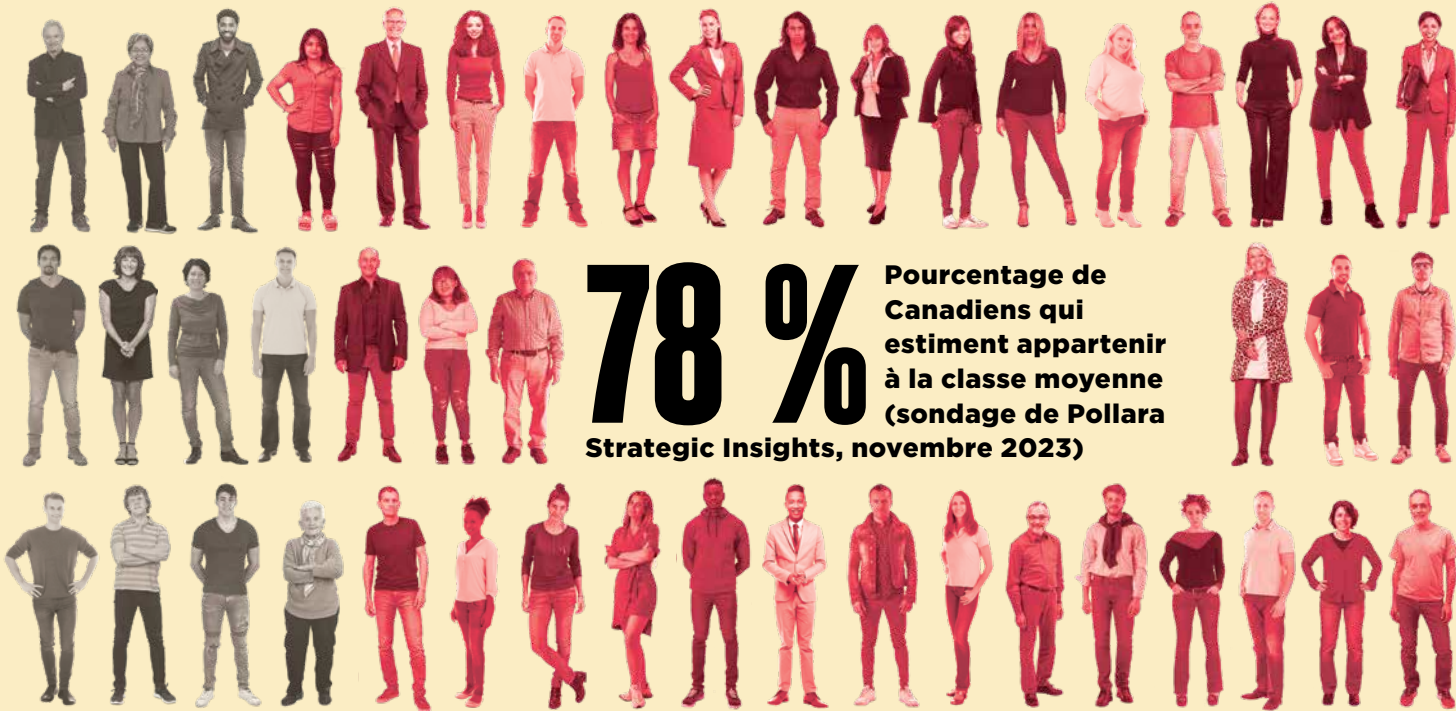
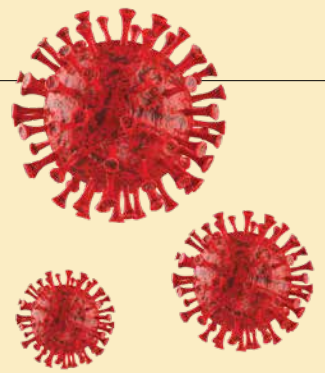
EN NOMBRES

DE CLASSE MOYENNE

En 2023, près de huit Canadiens sur dix estimaient appartenir à la classe moyenne, y compris 39 % de ceux dont le ménage gagnait moins de 20 000 \$ par année et 92 % de ceux pour qui le revenu familial dépassait 150 000 \$. La notion de « classe moyenne » plaît autant à la population qu'aux politiciens, qui n'hésitent pas à l'invoquer pour rejoindre le plus d'électeurs possible. Mais l'incertitude économique, la montée de l'inflation et l'explosion des coûts du logement pourraient brouiller les repères. La classe moyenne s'amenuise-t-elle au Canada? —Steve Brearton

« Dans un contexte de forte inflation, de frustration économique et de malaise post-COVID, la population trouve le rêve de la classe moyenne un peu moins accessible. À mesure que la frustration économique s'accroît, l'optimisme à cet égard diminue. »

—Dan Arnold, stratège en chef, Pollara Strategic Insights (Toronto Star, décembre 2023)



78 % Pourcentage de Canadiens qui estiment appartenir à la classe moyenne (sondage de Pollara Strategic Insights, novembre 2023)

L'Alberta en tête de liste, l'Ontario dernier

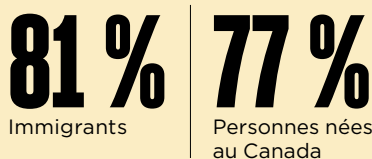
Pourcentage de répondants qui considèrent que la notion de classe moyenne les décrit assez bien ou très bien, par régions (sondage de Pollara Strategic Insights) :



Les immigrants légèrement plus nombreux

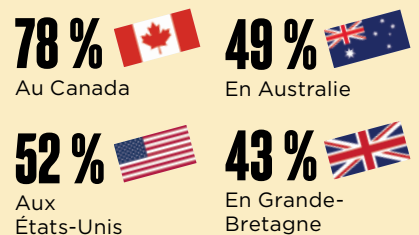


Pourcentage de Canadiens qui estiment appartenir à la classe moyenne, selon leur lieu de naissance :



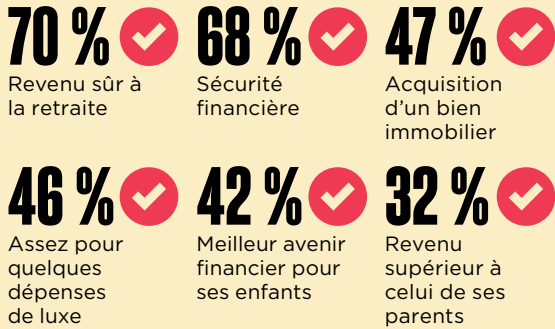
Plus de « moyens » au Canada

Pourcentage de la population qui estime appartenir à la classe moyenne :

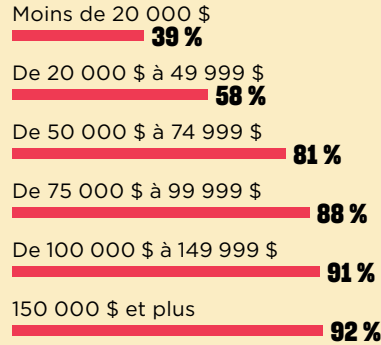


Éléments définitoires : un revenu sûr et quelques dépenses de luxe

Pourcentage de Canadiens pour qui les éléments suivants définissent la classe moyenne (sondage d'Ekos Research Associates, 2017) :



Pourcentage de Canadiens qui se croient dans la classe moyenne, selon le revenu annuel du ménage :



Sentiment d'appartenance sans lien avec le revenu « moyen »

La classe moyenne au Canada pourrait inclure les ménages dont le revenu se situe entre le 40^e et le 60^e centiles. En 2021, cette fourchette se situait entre 55 001 \$ et 89 744 \$.



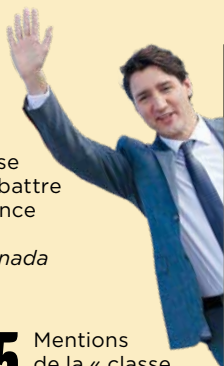
Importance de ce groupe d'électeurs aux yeux des politiciens

« Nous avons promis de défendre la classe moyenne, et nous ne cesserons de nous battre jusqu'à ce que tout le monde ait une chance réelle et équitable de réussir. »

—Justin Trudeau, premier ministre du Canada (septembre 2023)

22 Mentions de la « classe moyenne » dans le programme de la campagne de 2021 du Parti libéral du Canada

35 Mentions de la « classe moyenne » dans le budget fédéral de 2023



Érosion du sentiment d'appartenance à la classe moyenne de la plupart des Canadiens

77 % Pourcentage de Canadiens pour qui la classe moyenne a diminué en 2023 (sondage de Pollara Strategic Insights)

Pourcentage de Canadiens se disant optimistes quant à l'avenir de la classe moyenne au pays :

53 % 👍 2020 | **31 %** 👍 2023

Pourcentage de parents croyant que leurs enfants appartiendront à la classe moyenne en travaillant fort :

79 % 👍 2020 | **52 %** 👍 2023

Pour un avenir meilleur

Anciennes rivales
dans l'arène politique,
Lisa Raitt et Anne McLellan
font front commun face
aux défis économiques
et sociaux du pays.

**Les dirigeants des
secteurs privé et
public ont tout intérêt
à tendre l'oreille.**

**PAR LIZA AGRBA
PHOTOS BLAIR GABLE**

Lisa Raitt,
conférencière
d'honneur du
Symposium ESG 2024,
discutera des
moyens de favoriser
une croissance
économique durable
au Canada.





Anne McLellan et
Lisa Raitt lors d'un
Maclean's Live
à Ottawa en 2021

P

Pendant ses années à la Chambre des communes, Lisa Raitt siégeait du côté opposé à Anne McLellan. Aujourd'hui, les deux femmes coprésident la Coalition pour un avenir meilleur, qui regroupe 136 organisations animées par une volonté commune de favoriser une croissance économique inclusive et durable. Même si l'une a naguère été leader adjointe du Parti conservateur, et l'autre, vice-première ministre libérale, Lisa Raitt évite de qualifier la Coalition de bipartisane.

« C'est une coalition interpartis, qui compte des membres d'à peu près tous les horizons », précise-t-elle. Représentants de syndicats, groupes de justice sociale, chambres de commerce, associations professionnelles, entreprises de technologie financière et associations de recherche, voilà quelques profils des membres qui composent la Coalition. Il ne peut être que judicieux de considérer divers points de vue devant les enjeux qui touchent l'ensemble du pays. Et côté relations publiques, la présence aux commandes d'une conservatrice et d'une libérale notoires est aussi un atout.

Lisa Raitt et Anne McLellan connaissent bien leurs appuis – si les détails demeurent confidentiels, l'existence du binôme a permis de guider les communications de la Coalition, qui réussit à n'aliéner personne. Mais nous sommes loin d'un exercice de centrisme naïf. « À l'été 2021, en pleine COVID, les Canadiens ont apprécié la collaboration des différents ordres de gouvernement, d'un bout à l'autre du pays. Naturellement, ils n'aiment pas voir leurs leaders agir de façon antagoniste, constate Lisa Raitt. La Coalition repose sur le désir d'une concertation pour le bien commun. »

Fort heureusement, Lisa Raitt a l'habitude d'établir un équilibre entre les priorités. Interrogée sur la principale leçon tirée des postes de ministre des Ressources naturelles, ministre du Travail et ministre des Transports qu'elle a occupés, elle cite la gestion de crise, dans les trois cas. Chacun de ces secteurs a connu des perturbations pendant son mandat : fissure dans un réacteur nucléaire, pénurie mondiale d'isotopes médicaux, cinq grèves nationales et la catastrophe ferroviaire de Lac-Mégantic.

Elle s'attaque maintenant à une crise de plus grande envergure selon elle, soit le pire déclin de la productivité hors récession au pays depuis les années 1950, dans un contexte de détérioration du niveau de vie et d'absence d'un plan défini en vue de la transition aux énergies vertes. Pour permettre de mieux comprendre la situation, la Coalition présente un tableau de bord de 21 indicateurs qui mesurent les progrès économiques et sociaux.

Globalement, le rapport annuel sur les résultats du tableau de bord ne vise pas à orienter les politiques, mais à fournir aux décideurs et à d'autres groupes des données utiles. On y énonce aussi des objectifs pour 2030. « Notre démarche est axée sur les résultats », explique Anne McLellan. Des personnes raisonnables, de bonne foi, ne s'entendent pas nécessairement sur les moyens de réaliser ces cibles, mais elles doivent garder à l'esprit qu'il est primordial de les réaliser. À défaut de quoi d'autres pays nous distanceront. »

Le tableau de bord est divisé en trois piliers : « Vivre mieux » (avec des indicateurs comme l'écart de pauvreté et le classement selon l'indice de prospérité), « Gagner mondialement » (PIB par habitant, investissements des entreprises en R&D, etc.) et « Une croissance durable » (contribution des écotecnologies au PIB, part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie, etc.).

« Il est utile d'avoir des objectifs stratégiques et de les traduire en indicateurs », souligne David-Alexandre Brassard, économiste en chef à CPA Canada. « Une des difficultés, en 2024, c'est que nos politiques ne sont pas vraiment fondées sur les données. Autrement dit, les gouvernements n'ont pas l'habitude d'arrimer leurs grands objectifs, comme l'abordabilité, à des objectifs stratégiques précis. » Selon lui, le tableau de bord nous met sur la bonne voie et permet d'analyser les incidences des politiques instaurées.

Cet outil permet de cerner ce qui se dégage d'une myriade de données, en visant des résultats concrets. Lisa Raitt se trouve en terrain de connaissance devant une telle approche, vu sa formation et son expérience professionnelle. Avant d'être élue députée de Halton à la Chambre des communes en 2008, elle a obtenu une maîtrise en chimie et un baccalauréat en droit. Elle a été cheffe de la direction de l'Administration portuaire de Toronto lorsque le gouvernement libéral a voté une loi pour interrompre la construction d'un pont reliant le centre-ville de Toronto et l'aéroport, et elle s'est prononcée publiquement contre ce qu'elle voyait comme une grave ingérence. Peu de temps après, le Parti conservateur l'a invitée à le représenter dans sa circonscription.

« J'avais le choix : critiquer les politiques publiques ou les façonner. Dans un sens, adapter une politique, c'est un peu comme introduire une nouvelle variable dans une expérience. Mes études en sciences m'ont appris à déceler des tendances et à analyser les résultats potentiels, et ma formation en droit, à prendre des notes. J'ai l'habitude de tout noter, et d'écrire dans les marges pour avoir une meilleure vue d'ensemble. »

À ce propos, les résultats du tableau de bord de cette année (sa deuxième édition) justifient un certain optimisme : les revenus et les salaires ont rebondi depuis la pandémie, et la résilience économique dépasse les attentes, malgré les coûts d'emprunt élevés. Mais pour le reste, les perspectives ne semblent guère réjouissantes ou, à tout le moins, imposent la prudence. Par habitant, l'économie se contracte, tout comme la part qu'y occupe le secteur canadien des technologies propres. Mais Lisa Raitt trouve encourageante la montée des « licornes » – entreprises en démarrage évaluées à plus de 1 G\$ –, dont le nombre est passé de 21 à 23 en glissement annuel, ce qui dépasse considérablement l'objectif de 17 fixé par la Coalition pour 2030.

Cependant, si les licornes canadiennes se portent bien, les dépenses en recherche-développement des entreprises ne représentent qu'environ 0,6 % de l'économie, soit environ trois fois moins qu'aux États-Unis. De quoi inquiéter Anne McLellan, préoccupée par la tendance observée au Canada quant à la croissance du PIB par habitant : le Fonds monétaire international prévoit une croissance de 1,7 % d'ici 2028, ce qui nous placerait au 39^e rang parmi les 41 pays avancés. Chez nos voisins du Sud, la croissance projetée s'élève à 9,2 %.

« Certains de nos indicateurs visent les raisons sous-jacentes, poursuit Anne McLellan. Parmi celles-ci : l'insuffisance des investissements du secteur privé dans le matériel et l'outillage, les TI, la formation et la recherche-développement. Le cadre actuel y est-il propice? Il faudra peut-être adapter le régime juridique encadrant la concurrence, et le régime fiscal. Et surtout ne pas réinventer le cadre tous les quatre ans. »

Lisa Raitt et Anne McLellan connaissent leurs appuis, ce qui leur a permis de s'unir sans s'aliéner quiconque.

On remarque que le tableau de bord ne compte pas d'indicateur mesurant directement l'ampleur de la crise du logement, bien que Lisa Raitt et Anne McLellan admettent volontiers qu'il s'agit du grand enjeu de l'année. Avant de présenter les résultats, les deux femmes ont participé à une conférence à l'Université d'Ottawa. « Au sortir de la pandémie, la santé mentale dominait les discussions. Cette année, le logement et l'abordabilité sont sur toutes les lèvres », rappelle Lisa Raitt, en précisant que c'est simplement par souci d'uniformité que le thème ne

figure pas au tableau de bord, car lors de la conception de ce dernier en 2021, le logement n'était pas encore au cœur des priorités.

Anne McLellan rappelle, quant à elle, qu'il existe des sources de données exhaustives consacrées au logement; la Coalition se veut un complément aux autres ressources, sans redondances. Elle estime par ailleurs que le tableau de bord aborde indirectement la question du logement par



Lisa Raitt et Anne McLellan qualifient leur union de « coalition interpartis ».

l'intermédiaire de ses autres indicateurs. « Un endroit sûr où vivre, de l'éducation de qualité et des soins de santé sont des conditions essentielles pour les 21 indicateurs », explique-t-elle.

Le secteur des énergies vertes, lui, figure bel et bien au tableau de bord, qui comprend trois mesures des progrès réalisés au pays concernant la crise climatique : la contribution des écotechnologies au PIB, la part des énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie et les émissions de GES par unité de PIB. La bonne nouvelle, c'est que la part d'électricité provenant de sources d'énergie renouvelables est relativement élevée au Canada par rapport à ses pairs, hormis certains pays scandinaves. Mais une tendance inquiétante se profile : après correction en fonction de l'inflation, le PIB généré par les secteurs des produits environnementaux et des technologies propres a connu un léger recul en 2022. Or, l'objectif pour 2030 est de le tripler...

Selon le rapport, pour parvenir à la carboneutralité d'ici 2050, il faut concilier un secteur des ressources sain avec nos objectifs de transition climatique, notamment grâce à une refonte des cadres réglementaires favorisant les investissements du secteur privé dans les technologies et les infrastructures vertes. « Nous souhaitons que les responsables des politiques avancent plus vite. C'est maintenant qu'ils doivent agir, signale Lisa Raitt. Ils se sont engagés à examiner le cadre réglementaire, et ces indicateurs sont un moyen de nous assurer qu'ils joignent le geste à la parole. » Elle se dit aussi très préoccupée par la sous-représentation des femmes à des postes de direction. « La COVID nous a asséné un dur coup, même si pendant un moment, je croyais que nous faisons des progrès. À présent, je vois des signaux d'alarme à la fois sur papier et au travail. Les politiques instaurées pour favoriser, voire imposer la présence de femmes aux plus hauts échelons ne produisent pas l'effet escompté. »



Lisa Raitt lors de la convention de leadership du Parti conservateur du Canada à Toronto en 2017

En matière d'inclusivité économique, ce n'est pas le seul indicateur alarmant. L'an dernier, un recul a mis un frein aux avancées récentes au chapitre des taux d'emploi et d'activité des Autochtones. La part des postes de direction occupés par ce groupe a aussi chuté, passant de 2,7 % à 2,4 %, et s'éloigne du taux de 5 % (la proportion des peuples autochtones au pays) visé au tableau de bord d'ici 2030.

Mark Podlasly, membre de la nation Nlaka'pamux et chef de la durabilité à la First Nations Major Projects Coalition – une voix pour les Premières Nations membres qui réclame une approche équitable des projets d'exploitation des ressources naturelles et d'infrastructures, afin de favoriser la

prospérité et le développement des capacités de gérance environnementale –, se réjouit de voir un indicateur de représentation des Autochtones à des postes de direction. « La cible est tout à fait raisonnable, même s'il faudra du temps pour l'atteindre », fait-il observer.

Mark Podlasly estime toutefois qu'il ne faut pas perdre de vue l'objectif premier du projet, ni, en corollaire, ses angles morts. En 2020, il a corédigé un rapport intitulé *Centering First Nations Concepts of Wellbeing: Toward a*

« Je ne cherche pas à façonner la politique même, mais j'aimerais entendre tous ceux qui peuvent contribuer au changement. »

GDP-Alternative Index in British Columbia. Selon les auteurs, le recours au PIB pour mesurer le rendement économique ne permet pas de jauger avec précision le véritable bien-être économique.

Ils citent des pays – dont l'Islande, la Nouvelle-Zélande et l'Écosse – où des indicateurs permettant d'évaluer ce rendement s'intègrent à de nombreuses autres mesures (sécurité, temps de loisirs, santé, éducation). Selon Mark Podlasly, une vie bien vécue, pour une personne ou une nation, ne repose pas sur le rendement économique, mais sur le bien-être. « Le tableau de bord est un outil efficace pour le but fixé, soit l'évaluation de la compétitivité économique du Canada. Je n'avais pas encore vu ces indicateurs clés présentés de façon si claire et accessible. Mais il serait possible d'en élargir les horizons. »

Sur un ton rieur, Lisa Raitt lance que, si elle trouvait une solution pour conjuguer profits et croissance économique équitable, elle recevrait un prix Nobel. « Je ne cherche pas à façonner la politique même, mais je souligne l'importance de tenir compte de l'avis de tous ceux qui peuvent contribuer au changement, nuance-t-elle. Et nous sommes en mesure de prouver que nous ne sommes pas sur la bonne voie. Je sais que les politiciens mettent l'accent sur les indicateurs qui les font mieux paraître. C'est pourquoi nous mesurons les mêmes choses d'année en année. »

Lisa Raitt a connu bien des moments décisifs dans sa riche carrière. Pourtant, sa plus grande fierté ne concerne ni la gouvernance, ni la Coalition : c'est la décision, prise en 2016 avec son conjoint, d'annoncer la maladie d'Alzheimer de celui-ci. « Les gens me remercient d'en avoir parlé ouvertement. Des familles comme la mienne sortent ainsi de l'ombre, explique-t-elle. Cela transcende toutes mes réalisations. » ♦

Lisa Raitt sera conférencière d'honneur au Symposium ESG 2024, qui est axé sur l'action et la responsabilité. **Mark Podlasly** se joindra à elle lors d'un événement qui sera disponible en format virtuel 3D.



Obtenez la nouvelle solution rentable qui vous fera gagner du temps

Répondez aux besoins de vos clients plus rapidement avec les outils que vous connaissez. QuickBooks Grand livre est idéal pour la clientèle de fin d'exercice ou pour les clients qui ont plusieurs entreprises, dont des entités inactives.



PAR CHARNEL ANDERSON

ILLUSTRATIONS LAUREN CRAZYBULL

Sur le chemin de la réconciliation

L'appel à l'action 92 de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) demande aux entreprises canadiennes de prioriser la consultation authentique des peuples autochtones et un dialogue respectueux avec eux. *Pivot* s'est entretenu avec des experts pour en savoir plus sur l'incidence et l'application future de cet appel à l'action, et pour discuter du rôle déterminant que peuvent jouer les CPA.

En 2008, la CVR, présidée ensuite par le juge Murray Sinclair, s'est déplacée d'une région à l'autre du pays pour recueillir les témoignages de survivants des pensionnats autochtones. Les survivants racontaient l'horreur : séparés de leur famille, parfois de force, ils vivaient dans des établissements – financés par l'État et gérés par l'Église – où la violence physique et sexuelle était monnaie courante et où on leur interdisait de parler leur langue.

En 2015, après avoir recueilli des milliers de témoignages, la CVR, qui avait pour mandat d'établir « un registre historique du système des pensionnats indiens » au Canada, a publié son rapport définitif, dont 94 appels à l'action devant permettre de « corriger les torts causés par les pensionnats indiens et [de] faire progresser le processus de réconciliation canadien ».

L'appel à l'action 92 demande aux entreprises canadiennes « d'adopter la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* en tant que cadre de réconciliation et

d'appliquer les normes et les principes qui s'y rattachent dans le cadre des politiques organisationnelles et des principales activités opérationnelles touchant les peuples autochtones, leurs terres et leurs ressources ». Une entreprise a l'obligation d'analyser sa propre orientation et son incidence sur les peuples autochtones, explique Jason Rasevych, consultant et cofondateur de l'Anishnawbe Business Professional Association.

L'appel à l'action énumère des moyens de mise en œuvre, notamment : « donner aux cadres supérieurs et aux employés de l'information sur l'histoire des peuples autochtones » ; « veiller à ce que les peuples autochtones aient un accès équitable aux emplois, à la formation et aux possibilités de formation [...] et à ce que les communautés autochtones retirent des avantages à long terme des projets de développement économique » ; « s'engager à tenir des consultations significatives, établir des relations respectueuses et obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones avant de lancer des projets de développement économique ».



Certaines sociétés canadiennes ont du mal à avancer sur le chemin de la réconciliation. En décembre dernier, les 12 membres du Conseil consultatif autochtone de la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN), lequel était coprésidé par Murray Sinclair et devait renforcer la diversité et l'inclusion mais aussi encourager des relations durables avec les peuples autochtones, ont démissionné en écrivant dans un communiqué que « le CN n'avait aucune intention de reconnaître et d'accepter ses responsabilités historiques et actuelles envers les peuples autochtones », selon Radio-Canada.

D'autres sociétés, comme la britanno-colombienne Mosaic Forest Management (MFM), voient quant à elles l'importance accordée aux relations avec les peuples autochtones porter ses fruits. MFM appuie la revitalisation des langues autochtones, gère les ressources forestières en association avec des Premières Nations et alloue une partie des produits de la vente de ses crédits carbone (obtenus grâce à un report de 25 ans de l'exploitation de 40 000 hectares dans la province)

au soutien des Aires protégées et de conservation autochtones. En 2023, le Conseil canadien pour l'entreprise autochtone lui a décerné la certification « Relations progressistes avec les Autochtones » au niveau Or.

Il incombe aux CPA de mettre leur riche bagage de connaissances et de compétences au service de l'avancement d'une telle approche au sein de leurs entreprises. Et bien que de nombreux professionnels soient appelés à la concrétiser, le point de vue des CPA est au cœur de cette transformation essentielle.

« L'extraction des ressources des terres traditionnelles des peuples autochtones est une source de grande richesse depuis plus d'un siècle », constate Jason Rasevych. L'adoption de l'appel à l'action 92 permet aux entreprises d'ouvrir des possibilités et de corriger le déséquilibre causé par le système de pensionnats et par d'autres politiques qui ont mené à l'exclusion des peuples autochtones, poursuit-il, en ajoutant que « cet appel à l'action à l'intention des entreprises canadiennes n'est pas près de disparaître ».



■ Marche commémorative au centre-ville de Winnipeg



■ Scott Munro

Scott Munro, CPA, est chef de la direction adjoint du Conseil de gestion financière des Premières Nations, et membre de la nation Kaska Dena.

La CVR a publié ses appels à l'action il y a près de 10 ans. Vous souvenez-vous de la réaction des entreprises canadiennes à leur annonce?

Je me souviens bien de leur publication, mais je n'avais pas l'impression de voir des échos ailleurs. Tout a changé avec la découverte et l'identification des corps de nombreuses victimes des pensionnats (d'abord à Kamloops, puis ailleurs), et avec l'examen qui a suivi ainsi que les témoignages des survivants et d'autres membres des Premières Nations. Nous le savions déjà, le drame n'a jamais été un secret, mais c'est à ce moment qu'on a commencé à en parler et à entendre les survivants et les Premières Nations, ce qui était sans précédent pour la majorité des Canadiens. Je crois que c'est à ce moment-là que j'ai perçu un changement au sein du milieu des affaires : il ne s'agissait plus d'une analyse rétrospective, d'un rapport écrit, mais d'une réalité devenue concrète pour la première fois.

Comment appréhender la notion de consentement dans le contexte des dispositions sur le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause (CPLCC)?

Le terme « consentement » peut faire l'objet de discussions. Je crois qu'il n'y a pas de consensus fort sur sa définition ou sur les critères d'évaluation à appliquer. Quand y a-t-il eu consentement? Ce sera du cas par cas, dans une certaine mesure. Tout dépendra de la relation avec les titulaires de droits. Ce sont les peuples autochtones touchés qui peuvent décider du sens à donner au terme et de sa portée.

Je ne crois pas non plus que le terme soit utilisé pour faire peur. Ce n'est pas un veto, mais un moyen pour une partie d'exprimer si elle sent que ses droits ont été respectés. Le même principe vaut dans toute négociation de bonne foi. Ce sera parfois au système judiciaire, qui est fort dans notre pays, de décider si le consentement a été donné. Je crois qu'il n'y a là rien de nouveau. Ces dispositions clarifient simplement le processus qui devrait toujours être suivi. La notion peut s'appliquer à de nombreux autres contextes.

Comment le CPLCC s'applique-t-il en comptabilité?

On peut notamment l'appliquer à la normalisation. Selon l'article 19 de la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* (DNUDPA), les États doivent obtenir le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause des titulaires de droits relativement aux mesures administratives susceptibles de les concerner. J'estime donc que nous ne devrions élaborer ou modifier des normes qu'après avoir obtenu un tel consentement des peuples autochtones concernant des aspects qui peuvent avoir une incidence sur eux.

Pourriez-vous illustrer l'importance de cette approche?

Sur la côte Est, notamment sur les territoires micmacs, de nombreuses Premières Nations achètent des permis de pêche commerciale dans le cadre de leur stratégie de développement économique. Or, souvent, ces permis – qui coûtent des millions de dollars – n'étaient pas traités comme des actifs d'un point de vue comptable, ce qui contrecarrait les objectifs de reddition de comptes et de transparence des élus, des chefs et des conseils de bande. Fallait-il déroger aux normes comptables en vigueur, ou les appliquer et traiter ces achats comme une charge, quitte à devoir expliquer aux citoyens en grogne où était passé l'argent, qu'il y avait un permis, mais pas d'actifs?

La bonne nouvelle, c'est que le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public a modifié une norme pour autoriser les entités du secteur public, y compris les Premières Nations, à enfin comptabiliser les permis de pêche à titre d'actifs. Des centaines de millions d'actifs peuvent donc maintenant être comptabilisés comme des actifs de valeur durable.



Qu'est-ce que le *redwashing*?

Apparenté à l'écoblanchiment (*greenwashing*), le *redwashing* consiste en la récupération du langage et des symboles associés à un enjeu social ou juridique urgent sans intention connexe d'opérer un changement véritable, selon un rapport sur les relations que les grandes banques canadiennes entretiennent avec les Autochtones, publié récemment par le Yellowhead Institute.

Ainsi, on reproche à une des plus grandes banques canadiennes de faire du *redwashing* - vu les dizaines de milliards de dollars qu'elle investit dans les sables bitumineux en Alberta -, en instaurant des initiatives pour les Autochtones, qualifiées de « problématiques » dans le rapport.

Le *redwashing* se manifeste aussi par l'attribution aux peuples autochtones d'un rôle purement symbolique, uniquement pour cocher une case, ou encore par un engagement à mettre en œuvre l'appel à l'action 92 sans effet réel sur les politiques, explique Jason Rasevych, consultant et cofondateur de l'Anishnawbe Business Professional Association. Selon lui, pour éviter le *redwashing*, les entreprises doivent intégrer la DNUDPA et le CPLCC à leur ADN, et recueillir des données pour mesurer les résultats de leurs initiatives.

PHOTO GETTY



■ Hayley Angell

Hayley Angell est directrice principale, Diversité, équité et inclusion (DEI), à Chartered Accountants Australia and New Zealand (CA ANZ).

En 2021, CA ANZ a dressé un plan d'action pour la réconciliation. Quels sont les enjeux visés?

Le groupe de CA ANZ sur les membres aborigènes et insulaires du détroit de Torrès a dû établir un processus permettant à ces membres de s'identifier. Jusqu'à récemment, aucun mécanisme n'avait été mis en œuvre à cet effet. En 2023, une question sur les antécédents culturels a été ajoutée au formulaire d'inscription annuelle des membres pour nous donner une première image de leur représentation et participation au sein de la profession. Seulement 0,5 % des membres de CA ANZ s'identifient à ce groupe, qui représente pourtant 3,8 % de la population australienne. Nous étions particulièrement fiers et heureux de pouvoir entendre des membres des Premières Nations au sein d'un groupe d'experts formé en prévision d'un référendum tenu l'an dernier, qui devait intégrer la reconnaissance des peuples autochtones à la Constitution australienne (ce projet n'a malheureusement pas été adopté).

Quelles leçons les entreprises canadiennes peuvent-elles tirer du plan d'action pour la réconciliation et des initiatives de DEI mises en œuvre par CA ANZ?

L'ouverture d'esprit et la volonté de reconnaître les lacunes au même titre que les succès sont essentiels. Un simple engagement à poser des questions et à apprendre sera profondément transformateur pour vous-même, votre équipe et votre organisation; la rapidité de cette transformation et de vos apprentissages sera surprenante. Par exemple, je constate une évolution considérable entre la déclaration de reconnaissance des Premières Nations publiée dans les premières pages de notre stratégie DEI en 2022 et notre approche actuelle. Notre organisation a grandement approfondi sa compréhension des enjeux.

■ Major Sumner, ambassadeur culturel autochtone, effectue une cérémonie de bienvenue avant un référendum visant à modifier la constitution de l'Australie pour reconnaître les Premiers Peuples d'Australie.





■ Matthew Foss

Matthew Foss est vice-président, Recherche et politiques publiques, au Conseil canadien pour le commerce autochtone (CCCA), et membre de la Métis Nation of Alberta.

Le CCCA s'est associé à Services aux Autochtones Canada pour élargir l'approvisionnement auprès des entreprises autochtones. Quels sont les obstacles à cet approvisionnement?

La réponse se résume en grande partie à l'accès au capital, qui, selon les constats du CCCA, semble être un obstacle de longue date au financement des entreprises autochtones et à leur participation aux contrats du gouvernement fédéral. La courte durée des projets complique généralement la situation. En outre, les demandes de propositions, souvent longues de 20 à 60 pages, contiennent du texte légaliste sur les risques et les modalités applicables entre les parties; il faut presque faire appel

à un avocat pour s'y retrouver, ou avoir des années d'expérience. Nous tentons donc d'amener le gouvernement à simplifier ses contrats et le langage employé.

Pourquoi est-il important d'intégrer le point de vue autochtone dans les affaires?

Les peuples autochtones ont été écartés de l'économie canadienne depuis la création du pays, notamment par le régime de la *Loi sur les Indiens*. La constitution d'un patrimoine et la transmission intergénérationnelle de

richesses, dont bénéficient d'autres Canadiens, sont hors de leur portée. De nombreux Autochtones ont donc un retard à rattraper.

Mais la bonne nouvelle, c'est que la population autochtone est le groupe démographique qui connaît la croissance la plus rapide au Canada (l'âge moyen est inférieur à la moyenne canadienne). Ils forment la main-d'œuvre du futur, et tous les Canadiens bénéficieraient de leur pleine participation à l'économie du pays et de leur prospérité. À l'opposé, les difficultés que connaissent les nations autochtones se répercutent aussi sur le pays. Le Canada ayant accepté les obligations qui lui incombent aux termes de la DNUDPA, les décisions judiciaires récentes montrent l'importance de la souveraineté des peuples autochtones. Lorsque cette souveraineté n'est pas respectée, les projets sont retardés, des actions en justice sont intentées, et l'opposition au développement se fait entendre. Parfois, les projets doivent être irrémédiablement abandonnés. L'inclusion est donc dans l'intérêt de tous.



■ Pêcheurs de homard autochtones en Nouvelle-Écosse

Mentorat de jeunes Autochtones offert par CPA Canada

Le programme de mentorat de CPA Canada pour les élèves autochtones vise un objectif : jumeler les jeunes Autochtones à un mentor CPA qui les encourage à obtenir leur diplôme et à poursuivre des études post-secondaires. Ce programme leur permet de découvrir de nombreuses possibilités de carrière, notamment en comptabilité et en finance, et de tisser des liens avec les CPA de leurs collectivités.

Il démarre généralement en septembre; les élèves, parents ou tuteurs et l'équipe de mentorat planifient alors l'année. Chaque programme est unique et peut comprendre des activités sociales, des séances sur le curriculum vitae et les bourses ou encore la visite du bureau du CPA.

Le programme s'avère fructueux pour les écoles – il a permis d'accroître la persévérance scolaire, la performance des élèves et les taux de diplomation – et pour les mentors, qui disent beaucoup apprendre des jeunes Autochtones. Selon Carol Langley, de la commission scolaire West Vancouver Schools, « la possibilité de poser des questions aux mentors sur les études post-secondaires et les choix de carrière a permis aux élèves de faire des rencontres utiles et d'acquiescer les outils nécessaires pour réussir après le secondaire ».

Les responsables du programme travaillent actuellement à rétablir la capacité pré-COVID du programme et à lancer la première initiative au niveau postsecondaire, à l'Université de Winnipeg.



■ Mark Podlasly

Mark Podlasly est chef de la durabilité à la First Nations Major Projects Coalition (FNMPC), membre du conseil d'administration de la Banque CIBC et d'Hydro One, et membre de la bande Cook's Ferry, de la nation Nlaka'pamux (C.-B.).

Qu'est-ce qui a changé depuis la publication des appels à l'action de la CVR en 2015?

Le monde a changé. La DNUDPA entre en vigueur au Canada, et les tribunaux commencent à rendre des jugements favorables aux peuples autochtones; il faut désormais tenir compte des droits de ces derniers. D'après nos constats à la FNMPC, les entreprises ont compris que, pour obtenir un permis du gouvernement, il faut au minimum consulter les peuples autochtones, dont les droits sont bien plus saillants qu'en 2015.

Comment fonctionne une bonne mise en œuvre de la DNUDPA?

À la FNMPC, nous estimons qu'une entreprise qui a un co-investisseur autochtone, un copromoteur, a obtenu le consentement nécessaire. C'est l'approche que nous avons retenue, et de tels projets commencent à se concrétiser. Aujourd'hui, 20 % des infrastructures générant des énergies propres au Canada appartiennent à des

Mark Podlasly interviendra lors du Symposium ESG de cette année sur le thème de l'intégration significative des perspectives autochtones dans les projets de capitaux et les modèles d'affaires.

Autochtones. Les projets se multiplient, et les entreprises se réjouissent d'avoir un copromoteur autochtone, et le consentement corollaire. Le risque est ainsi évacué, l'obtention des permis, en principe accélérée, et les investisseurs qui valorisent la durabilité, prêts à injecter les capitaux.

Quel conseil donneriez-vous à une entreprise qui fait ses premiers pas sur le « chemin de la réconciliation »?

Bien des entreprises ignorent à qui appartient le territoire traditionnel où elles interviennent. Y a-t-il un traité? Lequel? On n'investirait jamais à l'étranger sans analyser la question. Voilà donc la première étape. Ensuite, il faut aller à la rencontre de ce peuple et miser sur la communication. Il arrive souvent qu'une entreprise monte son projet et ne visite une Première Nation pour lui demander son avis qu'après avoir pris toutes les décisions et tout consigné. Il n'est pas respectueux de présenter ainsi un plan fini.

Les droits des Autochtones sont devenus essentiels, et les entreprises s'en rendent compte.

Les Premières Nations peuvent pourtant, grâce à leur savoir ancestral, aider les entreprises à cerner une meilleure utilisation du territoire ou à réduire l'impact des activités sur l'environnement. Et, de plus en plus souvent, injecter du capital dans le projet à titre de co-investisseur. La consultation a posteriori des Premières Nations, malheureusement courante au Canada, est donc synonyme d'occasions manquées. Si la Première Nation ne peut pas se prononcer sur une question complexe, ou si tous les coûts ont déjà été établis, le projet sera automatiquement refusé – tout un embarras! Il vaut bien mieux suivre le bon processus en amont.

Initiative pour les apprenants autochtones

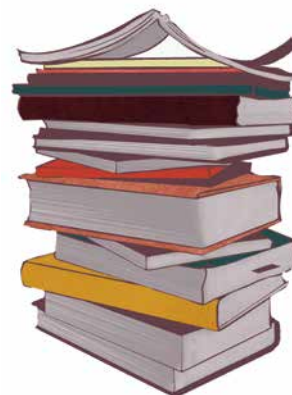
Lancée au printemps dernier, l'initiative Indigenous Learners in Accounting (ILA) de l'École de gestion CPA de l'Ouest vise à accroître le nombre de comptables autochtones en adaptant le contenu du programme de formation des CPA à leur contexte et à leur culture.

Un rapport sur les obstacles systémiques à l'accès des Autochtones à une carrière en comptabilité, commandé

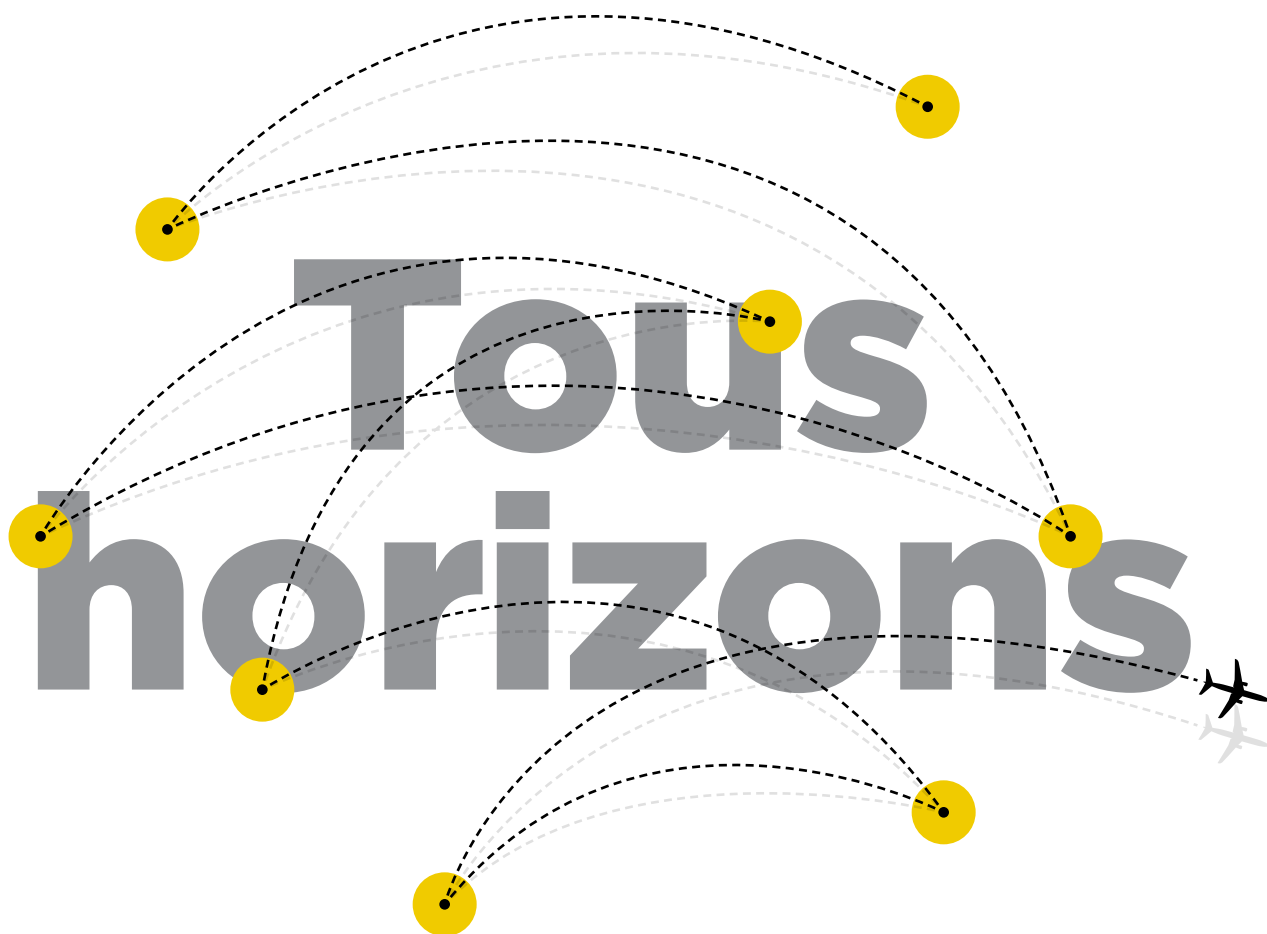
par CPA Canada en 2022, a fait ressortir « l'absence de culture et de contextes autochtones » dans les études en comptabilité. Une de ses 44 recommandations proposait d'intégrer des études de cas portant sur des Autochtones dans les documents de formation.

Résultat d'une collaboration entre la section albertaine de l'Association des agents financiers autochtones (AFOA), l'École de gestion

CPA de l'Ouest et CPA Canada, le contenu enseigné – par des Autochtones – dans le cadre de l'ILA a été préparé par des experts autochtones, dont Robert Andrews, CPA. À l'heure actuelle, trois cours préalables et trois modules du Programme de formation professionnelle des CPA sont offerts. Les manuels regroupent des études de cas à résonance autochtone. D'autres cours seront offerts ultérieurement. ♦







CPA à la retraite, Dan Rubenstein a fait de sa passion pour le bénévolat, de sa volonté d'explorer le monde et de son souci de la planète une seconde carrière aussi riche qu'intrépide.

PAR JEFF BUCKSTEIN

Fort d'une brillante carrière d'auditeur et de comptable, le CPA Dan Rubenstein s'est employé à mettre ses compétences au service de pays émergents pour améliorer la vie des citoyens ainsi que préserver les espèces et les écosystèmes menacés.

« Mon départ à la retraite avait excité ma soif de nouveauté, d'aventure. C'est alors que j'ai découvert le bénévolat dans les pays en développement, explique-t-il. Beaucoup de CPA à la retraite se tiennent très occupés : ils siègent à des conseils, participent

à des comités de gouvernance et de surveillance... Le bénévolat fait partie intégrante de leur ADN. »

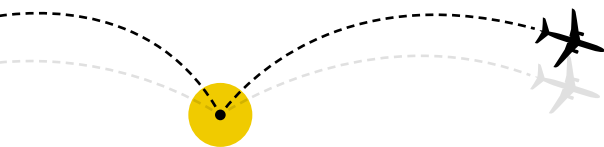
C'est en 2013 que Dan Rubenstein devient bénévole pour le Service d'assistance canadienne aux organismes (SACO), récemment rebaptisé Catalyste+, une organisation qui déploie des professionnels de haut niveau dans des pays nécessitant leur expertise afin d'y faire progresser les conditions économiques, sociales et de vie. Il se voit ainsi proposer des mandats aux quatre coins du monde, et par la suite, un peu plus près de chez lui.

Sa toute première affectation, en 2013 : San Pedro Sula, au Honduras. Sa mission? Assister la fondation Merendón, un organisme à but non lucratif visant à trouver des pratiques d'agriculture locales moins nocives pour l'environnement, en réalisant un audit des impacts de l'activité humaine sur les 40 000 hectares de la réserve forestière Merendón. En tout, trois semaines passées dans des villages reculés, parmi les cultivateurs de café et de cacao du bassin versant régional.

Une expérience inoubliable. « Comme bénévole, on est appelé à vivre dans l'intimité des collectivités, parfois des semaines durant. On ressent ce qui les préoccupe. On voit le pays à travers leurs yeux. » Plus tard dans l'année, il retourne aider la fondation, cette fois pour créer un programme de sensibilisation à l'environnement destiné aux enfants des caféiculteurs.

En 2014, Dan Rubenstein met le cap sur la Guyane une première fois pour familiariser le personnel du bureau d'audit national avec l'audit de performance. Il y retourne à deux autres reprises, en 2016 et 2017, afin d'accompagner le bureau d'audit et l'agence de protection environnementale dans l'établissement d'un plan stratégique de cinq ans.

Toujours en 2017, il se rend aussi à Santa Cruz, en Bolivie. Là encore, un plan stratégique est à développer pour un groupe attelé à protéger la forêt sèche de Chiquitano, une région se développant dans un contexte de rareté de l'eau.



Comme bénévole, on vit dans l'intimité des collectivités. On voit le pays à travers leurs yeux.

Puis, en 2022, durant la pandémie, il troque ses valises contre un casque d'écoute pour enseigner la comptabilité en partie double à un groupe de femmes autochtones du Kenya. La même année et la suivante, il aide le gouvernement du Suriname à prendre les dispositions légales pour la mise en place d'un fonds souverain.

Sa plus récente affectation, en 2024 : collaborer avec un groupe métis de Yellowknife à l'établissement de procédures de surveillance et d'assainissement pour des sites miniers contaminés.

« Dan est l'un de nos meilleurs conseillers », affirme Wendy Harris, CPA, présidente et chef de

la direction de Catalyste+. « D'une efficacité redoutable, il se montre toujours soucieux de faire œuvre utile. C'est un fêru d'apprentissages qui ne perd jamais de vue les enjeux locaux et carbure au désir de les cerner, d'y faire face », ajoute-t-elle.

Selon l'audacieux bénévole de 77 ans, cet esprit d'entraide et de solidarité aurait été cultivé dès son enfance, à Poughkeepsie (New York), par des parents passionnés des arts qui aimaient faire l'expérience de la diversité humaine.

Ainsi, lorsqu'il entre à l'Université Tufts de Boston, en 1964, sa vision du monde est déjà très élargie, grâce entre autres à un voyage au Mexique en 1952 et à un séjour à Tokyo en 1958 dans le cadre d'une bourse d'études Fulbright obtenue par ses parents.

Lorsqu'il termine ses études en économie et en création littéraire, la suite lui semble toutefois incertaine. La comptabilité le laisse de glace : un cours aura suffi à l'en désintéresser. « Je ne me voyais aucun avenir dans le domaine », s'esclaffe-t-il.

Sans compter qu'un nuage noir assombrit alors l'horizon de milliers de jeunes Américains. « La guerre du Vietnam nous a tous fait retenir notre souffle. »

Après l'obtention de son diplôme en 1968, Dan Rubenstein devient objecteur de conscience, et se voit admis au service civil. Il travaille alors auprès de vétérans dans un centre de réhabilitation de New York et participe à l'organisation d'une coopérative de pêche à Pompano Beach, en Floride.

En 1968, il rencontre Nancy Dyson. Coup de foudre. Le couple se marie en 1970 et saute à bord du Canadien Pacifique, direction l'aventure. Puis, après plusieurs escales camping, le voyage prend fin à Vancouver, où chercher un emploi se fait de plus en plus pressant.

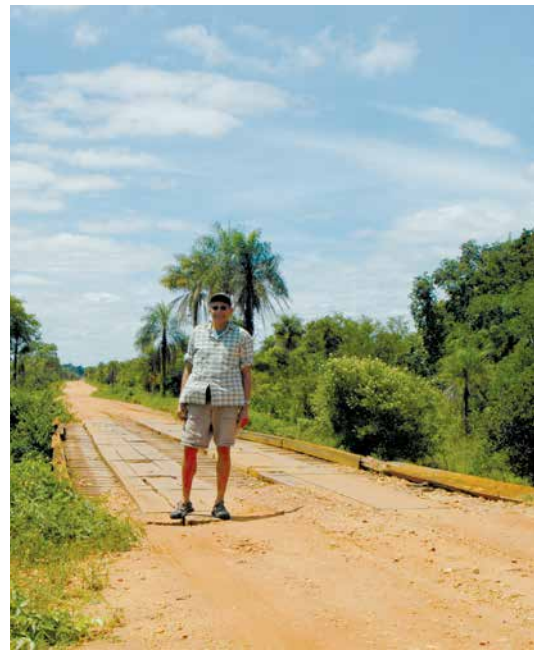
« Une annonce dans le *Vancouver Sun* avait piqué notre intérêt, pour le pensionnat d'Alert Bay. Nous n'avions aucune idée de ce que c'était, souligne-t-il, mais un trajet en hydravion plus tard, nous travaillions désormais dans ce qui était autrefois le pensionnat pour Autochtones de St. Michael. »

La réalité du lieu frappe alors le couple. Un profond traumatisme.

« Je me disais : "Que se passe-t-il ici? Pourquoi ces enfants sont-ils seuls, séparés de leur famille?" Ils étaient si tristes, si vulnérables. Leurs frères et sœurs étaient ailleurs dans l'école. Ils n'avaient personne à qui se fier, à qui parler », se souvient Dan Rubenstein.

Aussitôt, le couple tente d'alerter les dirigeants autochtones de la collectivité. Il vient aussi en aide à un prêtre souhaitant exhorter le gouvernement à enquêter sur les activités du pensionnat. Hélas, aucune suite ne sera donnée à leurs plaintes.





Le bénévolat de Dan Rubenstein l'a mené à San Isidro, au Honduras (ci-dessus, ensuite dans le sens horaire), puis dans la forêt amazonienne et au Kenya, avec de nombreux arrêts entre les deux.

Lorsqu'il finit par évoquer la notion de génocide culturel devant le directeur, Dan Rubenstein est remercié sur-le-champ. Il quitte donc la baie avec son épouse pour s'établir à Sointula, en Colombie-Britannique.

Les années passent. En 1973, lorsqu'il obtient le statut d'immigrant reçu, continuer à vivre de la plantation d'arbres et de la pêche ne lui semble plus possible, surtout depuis la naissance de son fils Ari, à peine un an plus tôt. Il s'inscrit donc en affaires au Malaspina College de Nanaimo, où un professeur l'encourage à devenir comptable agréé. L'idée fait mouche : il entame son parcours, entre au service d'une entreprise et réussit l'Évaluation uniforme en 1977.

« J'étais désormais CA, et fier membre de l'Institute of Chartered Accountants of British Columbia. Puis, j'ai fait le saut dans la fonction publique en me joignant à B.C. Buildings Corporation, une société d'État. Un beau défi m'y attendait : mettre en place de nouveaux procédés et systèmes comptables », s'enthousiasme-t-il.

En 1979, Dan Rubenstein quitte la côte ouest à destination de Toronto. Un poste l'attend à Touche Ross Canada, où il fait la rencontre de professionnels aussi brillants que doués, qui lui ouvrent les yeux sur l'aspect créatif de la comptabilité et la place vitale qu'elle occupe dans les affaires.

À cette époque, toutefois, la famille s'est agrandie avec la venue d'Elizabeth, en 1974, et de Joshua, en 1977, et le couple aspire à s'installer hors de la métropole. Une mutation à Ottawa permet alors de concrétiser ce projet.

En 1983, quand Dan Rubenstein intègre le Bureau du vérificateur général du Canada, un déclic se produit. « Comme membre du Bureau, on est au service du Parlement, dit-il. C'est une fonction tout à fait honorable, presque sacrée, que j'ai tout de suite perçue comme le signe d'une vocation. Aider les parlementaires à assurer l'intégrité du gouvernement : voilà une mission professionnelle en laquelle je croyais fermement. »

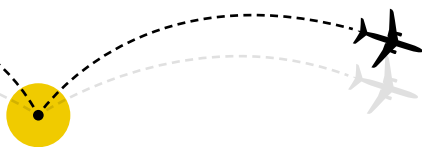
C'est d'ailleurs à ce stade qu'il prend pleinement conscience de la fibre militante qui vibre depuis toujours en lui. « Le bien public, voire le bien-être public, me préoccupait bien davantage que les questions d'argent », soutient-il.

Par la suite, alors qu'il est directeur pour le Bureau du vérificateur général, mû par un désir latent d'écrire, il signe des articles pour *CA Magazine*.



Son premier texte s'intéresse à l'échouement du pétrolier Exxon Valdez dans la baie du Prince-William, en Alaska.

Le déversement qui en résulte l'horripile profondément. « Tous ces animaux englués de pétrole, notre délicate nature polluée, contaminée... Un dur constat s'imposait face à cette catastrophe : le capital naturel n'était nullement pris en compte dans la comptabilité en partie double. »



« Le bien public, voire le bien-être public, me préoccupait bien davantage que les questions d'argent. »

« Je devais tâcher d'y remédier », ajoute-t-il.

Réputé expert dans le domaine naissant de la comptabilité environnementale, il se voit alors offrir une subvention par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement pour étudier une large parcelle de la forêt boréale et rédiger un rapport intégrant des concepts nouveaux sur la valeur du capital naturel. Ce travail débouche en 1994 sur un livre, *Environmental Accounting for the Sustainable Corporation*, qui propose l'établissement de comptes satellites pour le capital naturel

dont une entreprise est économiquement dépendante, en s'appuyant sur l'exemple de la forêt boréale.

Aussi en 1994, le Bureau du vérificateur général met sur pied le bureau du commissaire à l'environnement et au développement durable. Dan Rubenstein y travaille sept ans, avant de prendre sa retraite en 2007.

Dans les années qui suivent, il renoue avec l'écriture, et cosigne avec sa femme le roman *Railroad of Courage*, qui dépeint la traversée d'esclaves fugitifs sur le chemin de fer clandestin. Plus récemment, en 2021, le couple publie *St. Michael's Residential School: Lament and Legacy* : un compte rendu des horreurs observées il y a un demi-siècle.

D'ailleurs, les témoignages poignants recueillis par la Commission de vérité et réconciliation en 2015 sont toujours ancrés dans la mémoire de l'auteur. « L'occasion nous est donnée à tous de passer de la parole aux actes en ce qui concerne la réconciliation, et la profession de CPA a un rôle essentiel à jouer à cet égard, car les groupes autochtones vont évoluer vers une plus grande souveraineté, une plus grande autonomie. »

« La demande sera forte pour les CPA autochtones », précise-t-il.

Pour avancer, toute cause a besoin d'argent, et de contrôles financiers et fiduciaires robustes.

Heureusement, les principes d'une saine gouvernance et d'une bonne gestion financière n'ont plus de secrets pour les CPA. Selon Dan Rubenstein, le besoin de CPA et de bénévoles ne cessera donc de croître. « Et c'est tellement gratifiant. » ♦

Chez lui, à Ottawa, Dan Rubenstein reste bien occupé, notamment grâce au bénévolat qu'il fait.

ÉCONOMIES ET OFFRES DE CPA CANADA : VOTRE ALLIÉ DE CHOIX POUR ÉCONOMISER TEMPS ET ARGENT, AU TRAVAIL COMME À LA MAISON.



Nos partenaires de renom vous offrent plus de 1 000 \$ d'économies

Travail, quotidien, technologies, mieux-être, voyages...
Profitez de plus de 40 offres et rabais en tout genre, et
économisez gros.

RABAIS EXCLUSIFS!



Profitez de rabais supplémentaires
grâce au programme d'achat des
membres Dell : 5 % sur les systèmes,
10 % sur les moniteurs et accessoires,
et 15 % sur certaines configurations.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 30 %!



Programme de partenariat exclusif
de Bell : économisez jusqu'à
30 % sur d'excellents forfaits de
téléphonie mobile assortis de
données illimitées à partager.

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 50 %!



Profitez d'économies pouvant aller
jusqu'à 50 % sur des articles primés :
ThinkPad, convertibles Yoga,
ordinateurs portables de jeux
(Legion), ordinateurs de bureau,
tablettes, accessoires et plus encore.

ÉCONOMISEZ 50 %!



Obtenez un rabais de 50 % sur une
évaluation du risque numérique par
Fully Managed de TELUS Affaires
(une valeur de 800 \$).

RABAIS EXCLUSIFS!



Profitez d'offres exclusives sur des
téléphones intelligents, des tablettes
et des forfaits mettant à profit le plus
grand réseau 5G du pays.

ÉCONOMISEZ 80 %!



Gardez la maîtrise des finances de
votre entreprise avec QuickBooks
en ligne. Obtenez un rabais de
80 % pendant 6 mois.

OFFRE PROMOTIONNELLE!



Profitez d'un tarif promotionnel de
1,50 \$/semaine pendant un an sur
l'abonnement illimité au Globe and
Mail en ligne.

TARIFS PRÉFÉRENTIELS!



Économisez sur les tarifs de location
d'Enterprise, d'Alamo et de National.

CRÉDIT DE 500 \$!



Recevez jusqu'à 500 \$ de crédit
unique à titre de membre de
CPA Canada sur les solutions de RH
et de paie d'ADP pour les entreprises
et les cabinets comptables.

Pour d'autres offres et rabais, visitez la page
www.cpacanada.ca/fr/zone-membres/economies-et-offres.



**Deux CPA,
Michel Rodrigue
et Chuck Bruce,
combattent la
stigmatisation
entourant
la santé mentale
des employés.**

PAR ALI AMAD

Au printemps 2005, Michel Rodrigue, conseiller en affaires publiques à Toronto, reçoit, en plein cours à l'université, un appel troublant. Un ami proche s'est suicidé, laissant derrière lui une femme et deux enfants. La perte tragique de cet ami, qui souffrait secrètement de maladie mentale, le déconcerte complètement. « Il avait une famille aimante et d'excellents amis, dit-il. Ce fut bouleversant pour nous tous, et une confrontation avec la réalité, pour moi. Jusque-là, je n'avais jamais mesuré tout l'impact d'un suicide sur l'entourage. »

Son ami est l'un des 3 743 Canadiens morts par suicide en 2005. Cette année-là, il s'agissait de la neuvième principale cause de décès, derrière la maladie d'Alzheimer et devant l'insuffisance rénale. Principal facteur de risque de suicide depuis longtemps, la maladie mentale touche des Canadiens de tous les milieux. Des études montrent aussi que la maladie la plus courante dans ces cas est la dépression : environ 60 % des victimes en souffrent.

Bon nombre de pareils décès déconcertent complètement famille et amis, notamment à cause de l'opprobre qui entoure la maladie mentale et ses effets néfastes, dont les troubles de l'humeur comme la dépression, et les troubles liés à la consommation d'alcool ou de remèdes pharmaceutiques (30 % des personnes atteintes de maladie mentale souffriront de dépendance au cours de leur vie). Cette stigmatisation sociétale tient aux peurs profondes et aux idées fausses concernant la nature et les causes de la maladie mentale, ainsi qu'aux normes culturelles qui perpétuent la discrimination et la marginalisation envers les personnes qui en souffrent. « Autrefois, nos sociétés passaient la maladie mentale sous silence et isolaient les personnes à l'hôpital ou à l'asile, rappelle Michel Rodrigue. Même en 2005, j'ai remarqué que bien des gens n'en parlaient pas et ne demandaient pas d'aide parce qu'ils avaient honte. Ainsi, beaucoup d'entre nous ignoraient tout de la maladie mentale. »

En 2006, cette stigmatisation persistante a donné lieu à la publication d'un important rapport intitulé *De l'ombre à la lumière*, commandé par le Sénat du Canada. On y traitait des lacunes des services de santé mentale et de traitement des dépendances au Canada, et des recommandations pour surmonter les préjugés tenaces entourant la maladie mentale. On y soulignait aussi un grand obstacle aux soins : jusqu'à 72 % des personnes ayant des problèmes de santé mentale ne recevaient aucun traitement au cours d'une année donnée. Le sénateur Michael Kirby a mené des efforts inlassables de sensibilisation qui ont été à l'origine de cette publication, puis de l'établissement, en 2007, de la Commission de la santé mentale du Canada (CSMC) – dont il a été le premier président.

En 2012, afin d'améliorer les services de santé mentale et de les rendre accessibles à tous les Canadiens, la CSMC a entrepris d'élaborer une norme nationale de santé et de sécurité psychologiques au travail. Chuck Bruce était l'un des dirigeants d'entreprise invités à se joindre au comité technique de la norme nationale. Spécialisé en gestion de patrimoine et en administration de régimes de retraite, ce CPA de St. John's (T.-N.-L.) s'investit dans le secteur de la santé mentale depuis le début des années 2000, où il est devenu chef de la direction d'une fiducie testamentaire en Nouvelle-Écosse. « J'ai constaté que la maladie mentale entraînait des coûts énormes et que je n'y connaissais pratiquement rien », dit-il. Il a décidé d'en apprendre davantage sur les répercussions de la maladie mentale en milieu de travail en consultant des experts de sa collectivité. Ces démarches l'ont amené à devenir administrateur bénévole de l'Association canadienne pour la santé mentale, un organisme de sensibilisation sans but lucratif, puis président de sa division néo-écossaise.

« Il ne faut pas considérer la santé mentale comme une charge, mais comme un investissement dans l'effectif de l'entreprise. »



Michel Rodrigue (à gauche) et Chuck Bruce, des CPA mobilisés pour l'amélioration de la sensibilisation à la santé mentale au Canada.

En déterminant le motif pour lequel de nombreux employés s'absentaient pour cause d'invalidité de longue durée, il s'est aperçu que bien des employeurs n'étaient pas conscients de la prévalence de la maladie mentale. « L'employé prétexte souvent une maladie physique en présentant sa demande de congé », explique-t-il. De concert avec des experts, il a voulu sensibiliser le public aux pratiques exemplaires et aux ressources utiles à la réintégration des employés au travail. « Rares étaient les employeurs qui réussissaient à bien réintégrer leurs employés après un congé lié à la maladie mentale », a-t-il observé.

En raison des efforts fructueux de Chuck Bruce à cet égard, la CSMC, nouvellement établie, l'a recruté au sein de son comité consultatif, puis au comité technique de la norme nationale de l'Association canadienne de normalisation. L'objectif ambitieux du comité était de créer un cadre de travail complet qui offrirait gratuitement aux organisations les ressources et les outils nécessaires pour promouvoir la santé mentale, stimuler la productivité, fidéliser les employés et optimiser la gestion des risques. Lancée en 2013, la Norme nationale du Canada sur la santé et la sécurité psychologiques en milieu de travail est la première du genre; elle a depuis inspiré d'autres pays du G7 et du G20. Président de la CSMC depuis 2019, Chuck

Bruce supervise un projet de recherche documentant la mise en œuvre de cette norme durant les 11 dernières années.

Quant à Michel Rodrigue, en 2015, après avoir été pendant quatre ans dirigeant principal de l'information à l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC) à Ottawa, il envisageait un changement de carrière. Hanté par le suicide de son ami dix ans plus tôt, il souhaitait empêcher ce genre de tragédie d'affecter d'autres familles et leur entourage. « C'est alors que s'est présentée l'occasion de travailler avec la CSMC, se rappelle-t-il. Sans être médecin ni spécialiste en santé mentale, je voulais utiliser mes compétences en communication et mon sens de l'organisation pour aider les experts à trouver des solutions. » D'abord nommé vice-président, Opérations, il est ensuite devenu vice-président, Affaires externes, puis président et chef de la direction en 2021.

En soutenant le mandat de la CSMC, Chuck Bruce et Michel Rodrigue emploient leurs compétences financières de CPA pour faire valoir aux organisations de tout le pays les avantages de consacrer plus de ressources à la santé mentale et à la connaissance de ce domaine. « Nous voulons montrer qu'il ne faut pas considérer la santé mentale comme une charge,

mais plutôt comme un investissement dans l'effectif de l'entreprise », précise Chuck Bruce. Pour étayer cet argument, Michel Rodrigue cite une étude de Deloitte Canada (2019) selon laquelle les entreprises offrant un programme de santé mentale depuis un an enregistraient en moyenne un rendement annuel du capital investi de 1,62 \$ par dollar dépensé. Chez celles qui avaient un programme en place depuis trois ans ou plus, ce rendement s'élevait à 2,18 \$ par dollar investi. « L'inaction à l'égard de la santé mentale a un coût : risque juridique, absentéisme, taux de rotation élevés, griefs en milieu syndiqué, accidents de travail et maladies qui s'ensuivent, ajoute Chuck Bruce. Les CPA étant reconnus pour leur vision à long terme, nous sommes bien placés pour évaluer la valeur réelle de la réflexion à long terme à l'égard des investissements en santé mentale. »

Si l'argument financier est un incitatif important, les deux CPA estiment aussi que la haute direction doit donner le ton pour que la culture organisationnelle en matière de santé mentale puisse évoluer. « Depuis neuf ans que je travaille en santé mentale, l'une des choses qui m'ont le plus frappé est la grande importance du leadership », affirme Michel Rodrigue, qui souligne le rôle exceptionnel des CPA au sein de leur organisation et de leur milieu d'affaires pour favoriser le changement

720%



des personnes ayant des problèmes de santé mentale ne reçoivent aucun traitement dans l'année.

culturel. Que ce soit dans une PME ou un conglomérat multinational, le CPA participe, de par la nature de son poste, à presque toutes les activités : ressources humaines, finance, conformité et certification, gestion des risques, prise de décisions stratégiques, etc. Grâce à sa profonde connaissance des besoins et des capacités des différents organes de l'entreprise, il sait naturellement déléguer des responsabilités aux personnes les plus aptes à les assumer.

Plusieurs cours et programmes de la CSMC fondés sur des éléments probants reposent sur une consultation attentive auprès d'experts en santé mentale et de personnes ayant souffert de maladie mentale. Les cadres apprennent à gérer une situation où un employé éprouve des problèmes de santé mentale et à orienter cet employé vers des professionnels qualifiés. L'adoption généralisée du cours Premiers soins en santé mentale de la CSMC, suivi jusqu'ici par plus de 750 000 Canadiens, constitue une réussite exceptionnelle à cet égard.

Il existe une distinction essentielle entre les premiers soins en santé mentale et les premiers soins physiques, signale Chuck Bruce : les cadres ne traitent pas directement un problème de santé mentale, comme on appliquerait un bandage sur une blessure physique. « Ce n'est pas au cadre formé en premiers soins en santé mentale de poser un diagnostic et d'offrir un programme de traitement. Il s'agit d'abord et avant tout de respecter la personne en détresse. Une fois établie la relation de confiance, le cadre est formé pour répondre efficacement à la personne en difficulté, et recommander les ressources et les services appropriés. » Cette approche mène à un type de leadership différent et plus efficace : au lieu de tenter de résoudre

1,62 \$

Rendement moyen annuel par dollar dépensé en santé mentale



750 000

Nombre de Canadiens ayant suivi le cours Premiers soins en santé mentale de la CSMC

20 %

des Canadiens souffriront d'une maladie mentale ou d'un problème psychique à un moment donné.

30 %

des cas d'invalidité de longue durée sont dus à des problèmes de santé mentale.



Coût pour l'économie canadienne de la perte de productivité due à la maladie mentale

les problèmes de santé mentale d'une personne directement (ce qui peut présenter des risques liés au manque de connaissances pertinentes et à la dynamique cadre-employé), le cadre est un facilitateur compréhensif, prêt à soutenir sans jugement le bien-être à long terme de la personne.

Aujourd'hui, les deux CPA se réjouissent que le Canada ait grandement réduit la stigmatisation entourant la maladie mentale, tout en reconnaissant qu'un long chemin reste à faire. Au lendemain de la pandémie, les taux de dépression et d'anxiété demeurent dramatiquement élevés. « Chaque semaine, plus de 500 000 Canadiens s'absentent du travail à cause d'un problème de santé mentale, souligne Michel Rodrigue. La perte de productivité due à la maladie mentale coûte à l'économie canadienne pas moins de 50 G\$ par année. » Au Canada, les problèmes de santé mentale représentent de 30 % à 40 % des cas d'invalidité de courte durée, et 30 % des cas d'invalidité de longue durée. Une statistique l'inquiète particulièrement : un Canadien sur cinq souffrira d'une maladie mentale ou d'un problème de santé mentale au cours d'une année donnée. « Ce chiffre doit nous inciter à agir. »

Chuck Bruce et Michel Rodrigue pensent qu'en mobilisant les compétences financières et les aptitudes en leadership des CPA, la profession a un rôle essentiel à jouer pour sensibiliser la société canadienne et l'inciter à promouvoir énergiquement la santé mentale, tant au sein des organisations que par du bénévolat ou une carrière axés sur la santé mentale.

La profession donne déjà l'exemple en prenant des mesures importantes pour soutenir la santé mentale des CPA. Ainsi, les Quatre Grands ont instauré des programmes en ce sens : EY et Deloitte offrent aux employés et à leurs personnes à charge une couverture annuelle en soins de santé mentale de 5 000 \$ et 4 000 \$,

respectivement; les chiffres sont de 3 000 \$ chez KPMG et de 2 500 \$ chez PwC. Autre exemple éloquent : la nomination, en 2017, de Denis Trottier, premier responsable, Promotion de la santé mentale chez KPMG au Canada; il s'agit du premier poste du genre au pays.

Originaire d'une petite ville ontarienne où le sujet était tabou, Denis Trottier a combattu la dépression en silence pendant des années avant de surmonter les préjugés en demandant de l'aide et en suivant un traitement.

À présent, orateur très prisé, il parcourt le pays pour amener des clients de KPMG et des cadres supérieurs à mettre sur pied de nouvelles ressources en santé mentale et à faire connaître des ressources existantes mais sous-utilisées. Par exemple, chez KPMG, le Programme d'aide aux employés et à leur famille enregistre en moyenne un taux d'utilisation annuel de près de 15 %, contre 10 % pour les cabinets de services professionnels.

En octobre dernier, au Sommet One Young World à Belfast, Denis Trottier a entretenu 2 000 jeunes dirigeants de l'importance de prendre en compte la santé mentale aux plus hauts niveaux de l'entreprise. « La COVID-19 a accéléré l'adoption d'outils technologiques et de la semaine de travail hybride, mais c'est la nouvelle génération qui continue d'alimenter cette transformation, soutient-il. Ayant vécu la honte liée à la maladie mentale, je me réjouis de voir de jeunes professionnels prioriser leur santé mentale et exiger de leur employeur des prestations adéquates à cet égard. »

Il voit son rôle, à l'instar d'autres CPA, comme celui d'un ambassadeur pouvant aider les clients et les entreprises canadiennes à instaurer au travail une culture ouverte aux questions de santé mentale et à comprendre que le principal actif d'une organisation est son personnel. « Les services professionnels ont toujours adopté une approche axée sur les clients : heures facturables, prestations et respect des échéances. Mais si l'on adopte une approche axée sur les employés, on amène ceux-ci à prendre soin de leurs collègues, de leurs clients, de leur famille et, naturellement, d'eux-mêmes. »

Aux CPA qui envisagent le bénévolat en santé mentale, Chuck Bruce donne l'exemple en cumulant les postes de président de la CSMC et de chef de la direction de Provident10, qui administre le régime de retraite de la fonction publique de Terre-Neuve-et-Labrador. « À l'échelle locale ou nationale, les organismes de santé mentale ont besoin de l'aide et des conseils que peuvent offrir les CPA, affirme-t-il. Si la santé mentale vous tient à cœur, consacrez un peu de votre temps à cette cause. Je n'ai jamais guéri personne ni ne prétends le faire un jour, mais je trouve gratifiant, personnellement et professionnellement, de travailler en santé mentale depuis 22 ans. Avec le recul, il s'agit du point fort de ma carrière. »

Michel Rodrigue est, lui aussi, reconnaissant de la satisfaction qu'il a connue pendant ses neuf années à la CSMC, surtout lorsqu'on lui rappelle avec émotion l'incidence positive de ses efforts. « Des premiers répondants, policiers ou pompiers, nous ont confié que nos programmes leur avaient sauvé la vie ou celle d'un collègue, mentionne-t-il. Je suis très fier de l'apport que je peux offrir à la société, mais il reste encore beaucoup à faire avant que tous les Canadiens aient accès à des services de santé mentale au besoin. Nous n'y sommes pas encore, malheureusement, mais cet objectif continue de me motiver. »

Il est confiant que d'autres CPA trouveront une carrière en santé mentale tout aussi motivante. « Contribuer à améliorer la santé mentale des Canadiens est une responsabilité difficile mais importante, et les CPA ne reculent jamais devant une tâche d'envergure. » ♦

« Je me réjouis de voir de jeunes professionnels prioriser leur santé mentale. »



Denis Trottier
premier responsable,
Promotion de la
santé mentale
chez KPMG Canada

Vous avez consacré des années à développer votre cabinet et à vous concentrer sur les besoins de vos clients.

COMBIEN DE TEMPS AVEZ-VOUS CONSACRÉ À VOTRE STRATÉGIE DE SORTIE ?

Contactez-nous pour en discuter.



NOUS LIVRONS DES RÉSULTATS - UN CABINET À LA FOIS

Sonia Albert
sonia@aps.net / 1 877 606-8622

Alan M. Liverman
alan@aps.net / 1 514 819-8088

www.APS.net



Évaluation gratuite

PETIT LUXE

LE GHEE, UN BAUME POUR LA BOUCHE

Ghlee est une marque canadienne de produits de beauté ancrée dans la tradition ayurvédique. **PAR ISHANI NATH**

En Asie du Sud, le ghee ou ghi – beurre clarifié – fait partie des essentiels de la cuisine. Varun Sharma garde un doux souvenir de l'onctueuse merveille couleur or qui accompagnait les repas de son enfance. Grâce à ce simple ingrédient, des délices comme le daal et le saag devenaient tout bonnement divins. Aujourd'hui, Varun introduit l'aliment tant aimé dans le monde des cosmétiques, avec sa sœur Arati Sharma.

Le duo a en effet lancé Ghlee, une marque qui propose des baumes, gommages et masques pour les lèvres à base de ce beurre. « Le principal attrait pour nous n'était pas la filière cosmétique en soi, mais l'idée de faire connaître les bienfaits souvent oubliés du ghee », explique Arati.

j'ai ressenti une hydratation immédiate. C'était époustouflant, s'enthousiasme-t-il. J'ai tout de suite su que l'idée avait beaucoup de potentiel. »

Arati était du même avis : elle travaillait alors pour le géant du commerce en ligne Shopify et avait constaté un engouement naissant pour



« NOUS VOULONS ALLIER LES POUVOIRS DU GHEE AVEC L'AYURVÉDA. »

Les pouvoirs guérisseurs du ghee s'inscrivent dans une longue tradition en Asie du Sud, notamment dans la branche de la médecine ayurvédique. Et ces pouvoirs, Varun les connaît bien.

Enfant, il avait souvent les lèvres gercées l'hiver; comme la panoplie de baumes de ses sœurs ne soulageaient pas sa douleur, sa mère lui recommandait d'appliquer une mince couche de ghee sur la bouche. Ce n'est qu'en 2019, au supplice en pleine tempête de verglas, que Varun s'est souvenu du conseil maternel. « À la cuisine, j'ai plongé un doigt dans le pot et dès que je l'ai porté à la bouche,

le ghee dans les pays occidentaux. Les deux entrepreneurs ont choisi de commercialiser le remède maison en proposant un soin de la peau de longue conservation adapté à la vie moderne et pratique à utiliser.

Ils ont aussi misé sur un autre atout du ghee : son parfum.

Ses riches effluves évoquent pour Arati la fraîcheur des portions que préparait sa famille. Mais, obtenus grâce à une recette modifiée, les produits de beauté des Sharma préservent leurs racines indiennes sans être marqués par une forte odeur de beurre. Varun a concocté des senteurs exquis, dont mangue et papaye (parfaitement estivale sans excès de notes sucrées), rose (enivrante, mais pas trop intense) et chai (arôme d'une infusion authentique, à mille lieues de la boisson de Starbucks).

Les premiers articles, fabriqués en petits lots et lancés en 2019, se vendent essentiellement dans la région de

Toronto. En mai 2023, la production a pris de l'ampleur pour une clientèle internationale, mais demeure fermement implantée dans la région grâce à une collaboration soutenue avec des producteurs laitiers et des fabricants de cosmétiques ontariens.

Prochaine étape? L'ajout de soins pour le corps à la gamme de produits.

« Nous voulons allier les pouvoirs du ghee avec l'ayurvéda et les pratiques ancestrales », précise Arati.

Ayant lui-même tiré parti de ce beurre remarquable, Varun a à cœur d'en partager les bienfaits, mais aussi la longue histoire. « J'ai fondé Ghlee pour permettre à la douceur de cet ingrédient de transcender les différentes cultures. » ♦

TECHNO

L'AMOUR AUX TEMPS DE L'IA

Les applis de rencontres veulent mettre cœurs et portefeuilles à l'abri. **PAR KATHERINE SINGH**

Jamais la quête de l'âme sœur n'aura été si complexe. Il faut dire que trouver l'amour en ligne comporte son lot de défis et d'angoisses. Comment créer un profil qui se démarque et gérer l'afflux de notifications? Et comment savoir si l'on est en train de se faire jeter sans explication? Et par-dessus le marché, voilà que l'intelligence artificielle (IA) s'en mêle : on peut bien peaufiner ses messages, encore faut-il s'adresser à une vraie personne.

Entendons-nous. Les applications de rencontres comme Tinder, Bumble et Hinge se servaient déjà de l'IA, notamment pour jumeler des utilisateurs en fonction de leurs éventuels atomes crochus, les aider à choisir la « meilleure » photo de profil (Tinder) ou leur proposer des sujets de discussion (Bumble). La différence, c'est que les utilisateurs font maintenant appel à ses services de Cupidon. L'IA leur fournit des outils

plutôt anodins, sources de formules pour briser la glace ou rédiger sa bio. Elle leur permet aussi – et l'on peut s'interroger sur l'aspect moral de ces pratiques – de retoucher leurs photos ou de générer des messages pendant une conversation.

« Les photos retouchées étaient déjà chose courante, mais les possibilités de l'IA sont sans commune mesure et posent des dilemmes éthiques, affirme Sinead Bovell, futurologue et experte en technologie. Certains utilisateurs vont jusqu'à créer des agents conversationnels qui s'expriment à leur place – c'est préoccupant. »

LES APPLIS DE RENCONTRES UTILISAIENT DÉJÀ L'IA, MAIS À PRÉSENT, LES POSSIBILITÉS SONT SANS COMMUNE MESURE.

On doit cette nouvelle tendance (et bien d'autres!) à ChatGPT, dont la popularité ne cesse de croître depuis son lancement, en novembre 2022. D'abord utilisé pour produire des CV impeccables, demander une augmentation de salaire, voire pondre un travail universitaire, il sert maintenant à conquérir des cœurs. « C'est vraiment à la portée de tout le monde, désormais. »

Or, dans le monde des rencontres en ligne, la démocratisation de l'IA pourrait être lourde de conséquences.

« La cyberimposture gagne certainement du galon. L'IA permet non seulement de créer des images, mais aussi de générer de l'audio, de la vidéo et du texte en reproduisant le style et la voix de quelqu'un. Distinguer le vrai du faux est devenu un véritable défi, et les signaux d'alarme se brouillent. »

Il en découle des risques patents sur le plan de la sécurité. On peut se retrouver nez à nez avec une personne qui a menti sur toute la ligne quant à son identité et tomber dans un piège qu'elle nous a tendu. Selon une étude de TechShielder, un blogue sur la cybersécurité, les cyberimposteurs ont fait plus de 1 000 victimes au pays en 2020 en leur dérobant pas moins de 9 M\$; le Canada a alors pris le

troisième rang des territoires les plus touchés par ce crime.

Autre problème : l'IA peut contribuer à la prolifération des préjugés, car les données servant à l'entraîner ne sont pas exemptes de représentations ou d'informations racistes. Ainsi, un système d'IA pourrait retoucher une photo en pâlisant la peau du visage ou en lui donnant des « traits européens », par exemple.

Bien au fait de la situation, les créateurs d'applications ont adopté des mesures pour assurer la sécurité des utilisateurs. Dès 2016, Bumble a mis en place un processus consistant à vérifier

les profils à l'aide d'égoportraits.

Tinder lui a emboîté le pas en 2020. Quant à Hinge, elle offre depuis 2022 à ses utilisateurs de soumettre une vidéo de présentation pour obtenir un sceau d'authentification. Au début de l'année, Match Group, le propriétaire de Tinder et de Hinge, a par ailleurs annoncé la mise en œuvre d'un programme bonifié de vérification de l'identité, qui a été testé en Australie ainsi qu'en Nouvelle-Zélande et lancé au Japon en 2019. Un petit crochet bleu servira à indiquer qu'un compte a été dûment validé par un tiers fournisseur, c'est-à-dire que l'utilisateur a soumis : a) une photo d'un permis de conduire ou d'un passeport valide et b) une vidéo de présentation. Auparavant, Match Group avait mené une campagne de sensibilisation aux arnaques sentimentales. Les efforts de la société ont débouché sur la création, en 2018, d'un conseil de spécialistes des droits de la personne qui évalue la sécurité des produits offerts.

Soulignons cependant que le succès de telles mesures, bien qu'utiles, repose toujours sur le jugement des utilisateurs. La vérification de l'identité étant une étape facultative, c'est à eux de décider s'ils accordent leur confiance à une personne « non certifiée ». Par ailleurs, les détecteurs

d'IA ne sont pas infaillibles, précise Sinead Bovell. Si certains comptes générés par l'IA sont faciles à repérer, d'autres passent sous le radar : les technologies employées (pensons à la capacité d'imiter la créativité du dialogue humain) sont plus avancées, et les résultats, plus réalistes.



« Les outils actuels ne nous permettent pas de déceler tous les cas d'utilisation de l'IA », principalement parce que celle-ci est encore très nouvelle, indique l'experte.

« Les changements fondamentaux qui attendent Internet et les plateformes numériques devraient simplifier le processus d'authentification. »

D'ici là, Sinead Bovell recommande aux entreprises de demeurer à l'avant-garde des normes et protocoles en matière de sécurité dans le secteur des applications de rencontres.

« La proactivité est la véritable clé de la réussite. » ♦

L'exposition *Immersive Van Gogh*

ARTS

PLONGER DANS L'ART

Bienvenue dans l'ère des expositions immersives!

PAR CORRINA ALLEN

À l'ouverture de l'exposition *Infinity Mirrors* de Yayoi Kusama à l'Art Gallery of Ontario de Toronto en 2018, on jouait du coude pour se procurer des billets – et pour prendre le meilleur égoportrait parmi les miroirs infinis de l'installation. L'exposition a connu un succès monstre parce qu'elle donnait au visiteur l'impression d'être immergé dans un univers kaléidoscopique miniature, de plonger dans les créations de l'artiste.

C'est cette sensation d'être au cœur de l'œuvre que les équipes de production d'expériences multimédia comme *Imagine Monet*, l'exposition immersive *Frida Kahlo*, *Klimt : L'expérience immersive* et *Immersive Disney Animation* cherchent à reproduire. Ces expositions ont fait fureur pendant la pandémie, peut-être en raison d'une envie d'évasion exacerbée, ou encore

des scènes de la populaire série Netflix *Emily in Paris* montrant l'exposition *Immersive Van Gogh*. Le succès de la formule ne se dément toujours pas, bien au contraire.

Les expositions immersives intègrent effets visuels marquants, scénarisation et musique enlevante pour présenter un récit sur l'artiste ou le sujet choisi. Et, grâce à l'évolution rapide des technologies, elles offrent un degré d'interactivité de plus en plus grand.

« L'aspect le plus fascinant de la création d'expositions immersives, c'est l'évolution constante de la technologie, s'enthousiasme Corey Ross, président de Lighthouse Immersive, un studio qui compte de nombreuses réalisations dans ce domaine. Lors de la présentation de l'exposition originale sur Van Gogh, nous pouvions voir chaque coup de pinceau projeté tout autour de nous, comme si nous étions au cœur même de l'œuvre. Aujourd'hui, les avancées technologiques permettent non seulement aux visiteurs de l'exposition *Immersive Disney Animation* de vivre l'expérience de la projection à 360 degrés, mais aussi d'interagir avec le sol, qui change à chaque pas. »

Certains artistes, comme James

Turrell et Robert Morris, créaient déjà des œuvres immersives offrant des expériences sensorielles et tridimensionnelles dans les années soixante. La popularité des nouvelles expositions immersives semble découler de notre relation de plus en plus forte au numérique et à Internet, qui refaçonne le type d'expérience que nous recherchons. Ce que les consommateurs désirent avant tout, c'est l'immersion, l'évasion et l'interactivité. Et c'est ce que l'industrie leur offre.



Immersive Disney Animation repose sur une projection à 360 degrés

Tout particulièrement, les visiteurs semblent rechercher les émotions que ces expositions leur font vivre. « Les récits présentés au moyen d'images et de musique font naître de fortes émotions, dit Massimiliano Siccardi, créateur des expositions immersives sur Van Gogh et sur Klimt. Les visiteurs vivent une véritable expérience. Les émotions des visiteurs prennent le relais là où le récit prend fin. »

Pour le créateur d'expositions immersives, ces installations n'invitent pas seulement les visiteurs à plonger dans l'œuvre, elles leur permettent carrément de se mettre à la place de l'artiste, de ressentir ce qu'il a dû ressentir.

« Le visiteur est le point focal de mon travail, explique Massimiliano Siccardi. Il est Van Gogh, il est Frida, il est Klimt, et il vit l'expérience artistique de ces grands créateurs. »

Ces expositions peuvent-elles vraiment nous faire entrer dans la peau d'un peintre célèbre? Lorsque nos sens sont bombardés de 90 millions de pixels et de centaines d'œuvres d'un même artiste, pourquoi pas?

Massimiliano Siccardi, grand partisan de l'art numérique, est d'avis que le succès de ces expositions est dû au médium lui-même. « Bien employé, il peut vraiment produire une impression marquante. Mais il ne suffit pas de projeter des images sur des murs blancs pour créer une œuvre d'art. Une réflexion s'impose. »

D'où la volonté d'artistes comme Refik Anadol de repousser les limites. Dans son projet intitulé *Unsupervised*, présenté au MoMA en 2022, l'artiste a exposé une intelligence artificielle à l'ensemble de la collection du musée,

puis lui a demandé de générer des images inspirées de ce corpus d'œuvres. Les « songes » de la machine, générés en temps réel, étaient ensuite projetés sur des écrans géants.

NOUS VOYONS CHAQUE COUP DE PINCEAU PROJETÉ AUTOUR DE NOUS, COMME SI NOUS ÉTIIONS AU CŒUR DE L'ŒUVRE.

En 2023, le peintre David Hockney a quant à lui créé une exposition immersive proposant une rétrospective de ses soixante ans de carrière. Contrairement à des artistes décédés comme Van Gogh ou Klimt, David Hockney a pu participer activement au développement de l'exposition, dont il était de surcroît le narrateur, ce qui lui a permis de raconter lui-même son parcours artistique.

La question de savoir si les expositions immersives sont dignes d'être présentées dans les musées ou si elles constituent plutôt une simple forme de divertissement alimente actuel-

lement les débats. Certains établissements ont volontiers recours aux nouvelles technologies pour attirer davantage de visiteurs et leur offrir une expérience encore plus prenante,

tandis que d'autres mettent en garde contre une simplification excessive de l'expression artistique. Les expositions immersives ont certes des mérites, comme la capacité de donner accès à de grandes œuvres à ceux et celles qui ne sont pas en mesure de se rendre sur place en personne pour les voir. Elles coûtent aussi beaucoup moins cher à transporter, de Toronto à Riyad ou de Las Vegas à Madrid, par exemple, que les 2 000 œuvres utilisées pour la création de l'exposition immersive sur Van Gogh.

Et, surtout, ces expositions donnent des égoportraits sensationnels. Souriez! ♦



COMMENT FAIRE CROÎTRE VOTRE CABINET COMPTABLE

DT Gestion-Conseil

Augmentez votre valeur, aidez vos clients et construisez le cabinet de vos rêves avec DT Gestion-Conseil.

La feuille de route éprouvée dont votre cabinet comptable a besoin pour être justement rémunéré pour l'expertise, les conseils et les stratégies que vous offrez à vos clients.

Développez votre cabinet tout en améliorant le service à la clientèle.

1 866 653-8629

DTventes@thomsonreuters.com

thomsonreuters.ca/dtgestionconseil

« DT Gestion-Conseil m'a permis de prendre du recul et d'avoir une vision plus globale de mon entreprise. Je peux désormais me concentrer sur la gestion de l'entreprise plutôt que de m'inquiéter du déroulement des opérations. »

Shadan Ali | Partenaire de gestion
Campos Tax & Business Consulting Corp.

BONNES FEUILLES

L'EFFET PAPILLON DÉCUPLÉ

Avec *Fluke*, Brian Klaas revisite les notions de destin et d'individualisme, et explique comment des événements apparemment aléatoires façonnent nos vies. **PAR BRIAN BETHUNE**

À 20 ans, raconte le politologue Brian Klaas dans *Fluke: Chance, Chaos, and Why Everything We Do Matters*, son père lui annonce que son grand-père – donc l'arrière-grand-père de l'auteur – a un jour découvert, au retour du travail, que sa femme avait tué leurs quatre enfants avant de s'enlever la vie. Le jeune homme fait vite un plus un : son père, petit-fils issu du remariage de son arrière-grand-père, n'aurait jamais vu le jour sans cette tragédie. Et pas de père, pas de Brian Klaas. Dans le genre d'histoires qui marque, donne à méditer, voire guide nos pas, l'auteur est le fruit d'un meurtre.

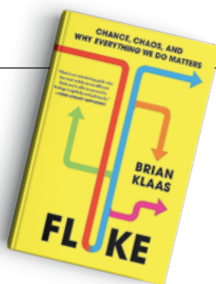
L'incipit de l'œuvre nous livre un récit notoire, lui aussi « fruit du hasard », repris dans le film oscarisé *Oppenheimer*. En 1926, Henry Stimson visite Kyoto et en revient conquis. Dix-neuf ans plus tard, cette ville ancienne japonaise lui doit d'être épargnée par la bombe atomique, l'homme étant alors devenu secrétaire d'État à la Guerre. Puis on connaît la suite : c'est sur Hiroshima, plutôt que sur Tokyo, que l'*Enola Gay* met le cap.

Pour autant, l'auteur ne dresse pas une liste de coïncidences historiques fatidiques. Il tend plutôt à montrer comment les histoires qui nous sont racontées nous définissent, nous

trompent, souvent; et, surtout, à illustrer l'universalité de son propos. Et si ces coups du sort, même anodins par rapport à la destinée de Brian Klaas ou Henry Stimson, influençaient nos parcours professionnels, nos relations personnelles et notre lieu de vie?

La plupart du temps, l'importance de ces moments charnières nous échappe. Tous ces incidents évités de justesse, toutes ces réussites ratées de peu, autant de réalités parallèles auxquelles personne n'a accès.

Nous ne voyons pas non plus comment nos actions affectent les autres : les vivants et ceux à naître. C'est bien nous, personne d'autre, qui avons accepté cet emploi; c'est bien nous, personne d'autre, qui avons conçu un enfant avec ce partenaire; c'est bien nous, personne d'autre, qui avons acheté le dernier billet pour un vol qui s'est écrasé. Nous envoyons constamment des ondes dans l'univers, chacune vectrice de changement, tout comme la lignée de la race humaine.



MMCA & Groupe associé de sociétés

Vous vendez votre cabinet?

Nous sommes également propriétaires de cabinets CPA, nous pouvons vous aider à tirer le meilleur parti quand vous vendrez le vôtre

Web: practiceforsale.ca
 Courriel: info@practiceforsale.ca

Calgary: 403 402-2679
 Toronto: 416 874-0592

« Nous ne contrôlons rien, mais nous influençons tout. » Autonomie et individualisme forcenés, capacité à comprendre notre monde régi par le hasard, volonté intrépide d'éliminer toute marge de manœuvre dans les systèmes économiques et industriels : les conséquences sont immenses.

L'essentiel de *Fluke*? Un florilège de ces répercussions, déployé avec verve, force de persuasion et sentiment d'urgence. Dans le registre « plus de souplesse, de grâce », l'auteur revient sur le navire bloqué dans le canal de Suez qui à lui seul a provoqué des perturbations massives et coûteuses dans les chaînes d'approvisionnement internationales juste-à-temps. Il vante, en revanche, le réseau électrique chilien, conçu non pas au bénéfice de l'efficacité d'ensemble, mais dans le souci de pouvoir découpler facilement les réseaux locaux du système national, initiative qui a porté ses fruits après le tremblement de terre de magnitude 8,8, en 2010. A ainsi été évitée une réaction en chaîne qui aurait plongé tout le pays dans l'obscurité pendant des semaines.

Nous ne nous comprenons pas, affirme l'auteur, pas plus que nous ne saisissons notre environnement aléatoire, où d'innombrables minuscules actions réduisent à néant les prévisions concernant toute activité humaine à grande échelle. C'est que les prévisions, qui reposent toutes, tacitement, sur la prémisse d'une continuité des tendances, modifient les comportements dès lors qu'elles sont annoncées.

En 2016, *The Economist* s'est penché sur l'ensemble des prévisions du Fonds monétaire international pour le XXI^e siècle, période qui a été marquée par 220 épisodes de récession nationale. Ces prévisions étaient publiées tous les six mois, en avril et en octobre, ces dernières ayant l'avantage de pouvoir se baser sur les données réelles d'un semestre entier. Et combien de fois les experts ont-ils vu venir les récessions? En octobre, environ la moitié du temps; en avril, jamais. *Jamais*. Nous pouvons faire atterrir un vaisseau sur une comète de quatre

kilomètres de diamètre se déplaçant à 135 000 km/h, car la physique n'est aléatoire qu'à ses limites quantiques. Mais les affaires humaines, elles, sont fondamentalement chaotiques.

Quant à notre croyance en l'individualisme, l'auteur remet les pendules à l'heure. Avec 1,3 cellule bactérienne dans notre corps pour chaque cellule purement humaine, plus une foule d'eucaryotes, de bactéries, d'archées et d'autres virus, notre solitude se révèle bien relative. « Je suis maître de mon destin, capitaine de mon âme » : ce récit exerce un attrait viscéral, comme en témoignent les rayons des librairies qui ploient sous les ouvrages de développement personnel.

L'auteur n'adhère pas pour autant à l'autre côté de la médaille, qui veut que nous soyons le pantin d'un destin aveugle, de la divine providence. Ce qui l'émeut, c'est la façon dont le lien entre toutes choses apporte surprise, heureux hasard, joie et tristesse dans nos vies. Pour lui, il n'y a que peu ou pas de grands rôles dans les affaires humaines, mais nous jouons tous le nôtre. ♦

TRAVAIL

SECRETS COMMERCIAUX

L'essor de l'intelligence artificielle au travail, une menace pour notre vie privée et nos données?

PAR SARAH LAING

Et si votre employeur vous demandait de porter un bandeau qui mesurerait vos ondes cérébrales pour connaître votre état de fatigue? Ou des écouteurs pour suivre votre niveau de stress? C'est de la science-fiction, pourriez-vous répondre. Mais croyez-le ou non, ces gadgets sont bien réels. SmartCap, avec son bandeau utilisé par plus de 5 000 entreprises dans le monde, est d'ailleurs un précurseur de cette tendance croissante à utiliser l'intelligence artificielle pour surveiller la santé physique et mentale des employés.

En théorie, ces entreprises agissent pour le bien de leur personnel. Le bandeau SmartCap, par exemple, vise à prévenir les accidents de travail liés à la fatigue, dont les séquelles peuvent être particulièrement lourdes dans les secteurs du transport routier et de l'exploitation minière. (Pour le bien de leurs employés, oui, mais aussi pour celui de leurs coffres, car selon le *Harvard Business Review*, la perte de productivité causée par la fatigue leur gruge 136 G\$ US chaque année.)

Or en pratique, le portrait est loin d'être aussi lisse. Les véritables intentions des employeurs, au-delà d'un prétendu souci altruiste, peuvent laisser sceptiques. Le simple fait d'être surveillés au travail, à fortiori de porter un appareil mesurant nos



fonctions corporelles, a de quoi troubler. Une récente étude de l'American Psychological Association révèle en effet que près du tiers des travailleurs se sachant surveillés qualifient leur santé mentale de moyenne ou de mauvaise, une proportion plus grande que chez les autres répondants.

« J'y vois une atteinte à la vie privée, qui dépasse la sphère professionnelle », soutient Fabricio Barili, un chercheur qui étudie les procédés de surveillance en usage dans le monde du travail. « Au moyen d'algorithmes, les employeurs cherchent toujours à quantifier le rendement de chaque travailleur et à le comparer à celui des autres, pour pouvoir plus facilement récompenser les meilleurs et pénaliser les moins performants. »

Ce phénomène ne date pas d’hier : on n’a qu’à penser aux cartes d’accès, qui permettent le suivi des présences au bureau. Et pendant la pandémie, nous rappelle le chercheur, Ford et d’autres ont assuré la distanciation physique de leurs employés au moyen de bracelets à signal sonore. D’autres encore ont équipé leur personnel d’appareils Fitbit, en leur faisant miroiter une baisse de leurs primes d’assurance.

« Ce n’est pas tant la santé qui préoccupe Big Brother. Autrement, c’est à la semaine de travail qu’il s’attaquerait », ajoute Fabricio Barili, pour qui ce genre de surveillance constante nuit à l’équilibre travail-vie personnelle. « Ce qu’il souhaite, c’est accroître la productivité, même si ça déborde des heures de travail. »

L’expert craint aussi de voir des dispositifs dotés d’un algorithme prédictif permettre à un employeur, par exemple, de deviner qu’une employée est enceinte avant même

qu’elle soit au courant, entre autres usages préoccupants de nos données.

En revanche, certaines solutions sont fondées sur des motifs beaucoup plus purs. Prenons Watercooler, dont l’outil d’IA, qui peut être intégré à la plateforme Slack, sert à mobiliser les employés en créant des discussions informelles entre eux et en leur

dans tout ça? Ne voient-ils pas qu’ils “tuent” à petit feu leurs employés? »

Au moyen de l’IA, Watercooler analyse l’empreinte numérique des employés (courrier électronique, messagerie instantanée, outils de gestion de projet tels que Jira) et applique aux données ainsi recueillies des algorithmes à travers 150 variables distinctes.

LES ALGORITHMES PERMETTENT DE COMPARER LE RENDEMENT, POUR MIEUX RÉCOMPENSER LES MEILLEURS TRAVAILLEURS ET PÉNALISER LES MOINS BONS.

permettant de poser des questions à la direction de façon anonyme.

« Pourquoi j’ai fondé Watercooler? Parce que ce sont 120 000 personnes, chaque année, qui succombent au stress lié au travail, martèle Eitan Vesely. C’est inconcevable pour moi qu’on laisse le travail nous consumer de la sorte. Et que font les gestionnaires

« Nos algorithmes recherchent des modèles de comportement uniques et anormaux. J’ajouterais ici que l’analyse ne se fait pas de façon isolée, pour chaque variable, note l’entrepreneur. Par exemple, l’importance de la variable “heures de travail excessives” sera fonction du caractère généralisé ou limité du phénomène. Est-ce à

GROW YOUR OWN BUSINESS VALUATIONS PRACTICE WITH VALU8ER

Global Leading Valuation Standards Built to Satisfy the CRA and for Litigation

DO YOUR OWN VALUATIONS or PARTNER WITH VALU8ER

Built by a CBV & CPA

FOR

- ▶ CPAs
- ▶ PORTFOLIO MANAGERS
- ▶ FAMILY OFFICES
- ▶ CFOs
- ▶ VENTURE CAPITALISTS
- ▶ M&A ADVISOR

**TRY VALU8ER
FREE FOR
30
DAYS**

www.VALU8ER.ca



l'échelle de l'organisation ou bien seulement dans certaines équipes ou chez quelques personnes? »

Ainsi, Watercooler pourrait conclure que les employés sont moins susceptibles de démissionner lorsqu'ils passent entre cinq et douze heures par semaine en réunion et qu'ils parlent à leur supérieur une ou deux fois par semaine. Eitan Vesely précise toutefois qu'une « confidentialité différentielle » est assurée. Cette approche consiste à agréger les données en y ajoutant au besoin des données aléatoires, particulièrement dans les petites équipes, le but étant d'éviter que les gestionnaires ne puissent, par rétro-ingénierie, en arriver à identifier les employés.

Pour Martin Fox, directeur général au cabinet de recrutement Robert Walters Canada, le recours à ces technologies émergentes appelle un traitement adéquat des données.

« Les données peuvent certes s'avérer grandement utiles, mais tout dépend de la personne qui les traite et les interprète. A-t-elle des partis pris? Jugera-t-elle différemment quelqu'un qui souffre d'un trouble de l'apprentissage? Avant de collecter des données aussi délicates sur les employés, il faut absolument se doter d'un programme complet de sensibilisation et de formation pour s'assurer que les données seront traitées et interprétées comme il se doit. »

Le directeur général cite par ailleurs un sondage nord-américain mené par son cabinet auprès de plus de 6 000 professionnels. « Les répondants ont dit vouloir que leur employeur les connaisse mieux sur le plan personnel. Plus encore, nos résultats ont révélé que, lorsque les gestionnaires n'étaient pas au fait de la situation personnelle des membres de leur équipe, par exemple en ce qui a trait à la santé mentale, aux responsabilités de proche aidant ou aux croyances religieuses, l'avancement professionnel risquait de s'en voir entravé. »

Comme quoi il *peut* être bénéfique pour l'employé de se livrer davantage, quoique ce soit résolument une affaire de dosage, et que tout dépende de la

réceptivité de l'employeur. Il n'en demeure pas moins qu'en ce qui touche ces technologies émergentes, la transparence est de mise.

« La collecte d'informations sur les employés peut s'avérer extrêmement précieuse pour les entreprises qui cherchent à s'améliorer. Mais il faut consulter les employés au début de toute nouvelle initiative, en leur faisant savoir qu'il s'agit d'un projet pilote visant à déterminer si la technologie envisagée cadre avec les objectifs futurs », recommande en définitive Martin Fox. ♦

SCIENCES

CULTURE CHROMATIQUE

Lite-1 allie des micro-organismes génétiquement modifiés au pouvoir de la fermentation pour produire des teintures écologiques et durables.

PAR REBECCA GAO

Teinture et environnement sont loin de s'agencer. Les teintures synthétiques, employées couramment pour les textiles, sont responsables du cinquième de la pollution des eaux dans le monde. L'industrie du textile utilise 21 000 milliards de gallons d'eau par année – l'équivalent de 37 millions de piscines olympiques. Sans compter que les eaux usées qu'elle rejette dans les fleuves et rivières sont dommageables pour les écosystèmes.

Pour remédier à la situation, les biodesignsers canadiennes Sarah Graham et Roya Aghighi ont fondé Lite-1. Leur technologie exploite les micro-organismes, dont des bactéries, pour produire des colorants durables (teintures, pigments ou autre substance colorante) de culture biologique, qui pourraient un jour remplacer les teintures synthétiques. Ces dernières, généralement fabriquées à partir de résidus de pétrole ou de charbon (autrement dit,



Les cofondatrices de Lite-1, Sarah Graham (à gauche) et Roya Aghighi



de combustibles fossiles), représentent actuellement quelque 90 % des colorants textiles utilisés dans le monde. Ajoutons à cela que la fabrication de vêtements engendre souvent le rejet dans l'environnement d'eaux contaminées. Et comme si ce n'était pas assez, toutes sortes de maladies et de problèmes de santé, comme des lésions, des irritations cutanées, de la fièvre et des troubles respiratoires, toucheraient les ouvriers exposés aux colorants chimiques.

Lite-1 aspire à offrir des colorants durables à grande échelle pour satisfaire aux besoins de toutes les industries utilisatrices de couleurs (pour textiles, peintures, cosmétiques, etc.).

C'est tout un défi de produire de la teinture à partir de bactéries, reconnaît la chef de l'innovation, Sarah Graham, mais en fait, Lite-1 exploite un processus qui existe déjà dans la nature.

Pour se défendre des envahisseurs, certaines bactéries produisent différentes couleurs, couleurs qui sont en réalité un effet secondaire esthétique de ce mécanisme de survie. Par exemple, il y a des teintes qui servent à protéger les cellules des rayons UV, et d'autres qui ont des propriétés microbiennes.

Pour exploiter ce processus naturel, Lite-1 a mis au point un procédé de biofabrication qui permet aux bactéries non seulement de proliférer, mais aussi de se développer et de donner des pigments parfaits.

D'abord, l'équipe de recherche-développement modifie génétiquement les bactéries pour stimuler et accélérer la production de pigments, et en fait ainsi des micro-organismes ultra-efficaces. S'amorce ensuite une « fermentation de précision ».

En bref, le processus s'apparente à celui servant à fabriquer de la bière et d'autres produits fermentés, sauf que ce sont des couleurs qui en résultent. « Dans nos réservoirs, nous plaçons les ingrédients dont les bactéries ont besoin pour proliférer, se développer

d'optimiser les colorants produits.

« C'est comme brasser de la bière, mais au lieu de bière, les bactéries fabriquent un liquide coloré. »

À la toute dernière étape, « le liquide coloré est purifié pour en retirer la matière cellulaire superflue et les sucres résiduels ». Il ne reste ensuite que du colorant brut, que les chimistes de Lite-1 traitent selon l'usage prévu, que ce soit pour teindre du coton, des fibres synthétiques ou un autre tissu. « On peut l'utiliser exactement de la même façon que les teintures synthétiques traditionnelles, la pollution en moins. »

Lite-1 espère augmenter sa capacité de production et percer sur le marché de masse au cours de la prochaine année. Sa technologie en est encore au stade du développement, mais pourrait à terme offrir une solution de remplacement écologique aux teintures synthétiques.

Pour l'instant, seuls le bleu et le noir sont prêts pour la mise en marché. « Ces deux teintes sont les plus couramment utilisées dans l'industrie du textile, mais aussi parmi les plus toxiques. » L'équipe travaille également à élargir sa palette de couleurs et son champ d'activité. Des produits destinés aux secteurs de la peinture, des cosmétiques et de l'alimentation en sont aux toutes

LITE-1 PEUT ÊTRE UTILISÉ COMME UNE TEINTURE SYNTHÉTIQUE TRADITIONNELLE, LA POLLUTION EN MOINS.

et produire des couleurs, entre autres, des sucres et de l'azote », explique Sarah Graham. Et en utilisant des flux de déchets industriels en tant que sources de nutriments dans les fermenteurs, l'entreprise réduit encore l'impact environnemental de ses teintures. Les déchets utilisés dans son processus de fabrication circulaire sont ainsi détournés des sites d'enfouissement.

Grâce à un environnement contrôlé (débit d'air, pH et température), les bactéries bénéficient des conditions idéales de fermentation, ce qui permet

premières étapes de développement. Pour l'heure, Lite-1 se concentre sur l'industrie du textile, mais la chef de l'innovation estime que les applications futures pourraient être aussi diversifiées que l'offre de couleurs. Comme ces teintures sont sans danger pour la consommation humaine, on peut penser, en plus des cosmétiques et de la peinture, à l'industrie pharmaceutique et médicale, voire à l'alimentation.

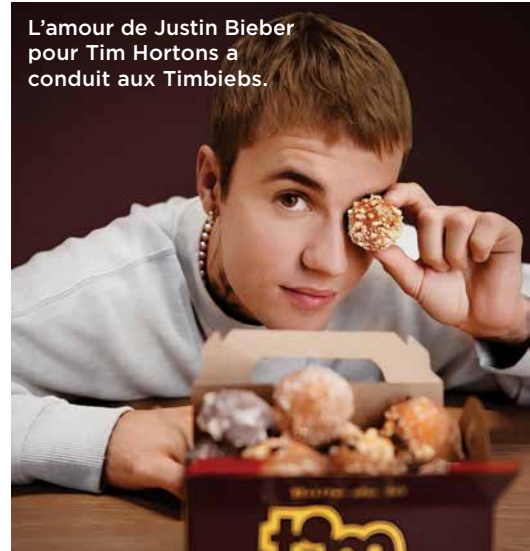
« Nous transformons des bactéries en usines à couleurs », résume Sarah Graham. ♦

NOURRITURE

METS VEDETTES

De plus en plus de noms célèbres figurent au menu de restaurants rapides. Un effet de mode?

Pas tout à fait. **PAR SARAH LAING**



L'amour de Justin Bieber pour Tim Hortons a conduit aux Timbiebs.

Qui n'a pas vu ces dernières années ces panneaux d'affichage tapissés du visage tout sourire d'une célébrité proposant « sa » version d'un mets emblématique du restaurant? Il suffit de penser aux Timbiebs, fruit d'une collaboration entre Justin Bieber et Tim Hortons. Vous avez peut-être aussi craqué pour un sandwich Popeyes nappé de Hottie Sauce, condiment créé en partenariat avec Megan Thee Stallion (parmi d'autres produits dérivés). Et que dire du repas Jack Harlow chez PFK, proposant une combinaison des aliments favoris du rappeur dans un emballage à son effigie? Et du repas Travis Scott chez McDonald's, qui promettait aux fans de « manger comme Travis »?

Il est de plus en plus commun de voir des vedettes vous faire de l'œil, car ce type de collaboration met clairement les consommateurs et les agences de marketing en appétit. Un exemple? À l'approche du lancement du repas Travis Scott, les ventes de McDonald's ont bondi de 5 %.

« Le Foreman Grill a été l'un des premiers produits à porter la signature d'une célébrité (George Foreman) », explique Jo-Ann McArthur, présidente et associée fondatrice de l'agence Nourish Food Marketing, qui a entre autres créé des campagnes pour les épices McCormick et les Producteurs d'œufs du Canada. « Cette affaire a été bien plus rentable pour [Foreman] que ne l'a été sa carrière de boxeur. »

Toujours en alimentation, on se souviendra aussi de Michael Jordan et de son McJordan Special, un concept de repas novateur servi par McDonald's en 1992. Il s'agissait d'une première marketing pour le géant de la restauration rapide, qui ne répéterait l'expérience que trois décennies plus tard, avec Travis Scott.

Pour un restaurant, ces partenariats sont doublement bénéfiques. D'abord, il y a ce que Jo-Ann McArthur appelle « l'effet de halo des célébrités », où le prestige et l'influence du porte-parole rejaillissent sur la marque, puis le fait qu'il soit possible, surtout dans le cas

LES CÉLÉBRITÉS OFFRENT UN MOYEN DYNAMIQUE ET SÛR DE CAPTER L'ATTENTION DU PUBLIC.

de repas en formule trio, de produire un effet d'originalité sans avoir à concevoir de toutes pièces de nouveaux éléments de menu.

« Créer un produit nouveau, c'est un pari risqué, et très coûteux pour les restaurants rapides, soutient-elle. L'approvisionnement en ingrédients, la formation des franchisés... Il est souvent plus astucieux de revampier des composantes déjà au menu en y ajoutant, disons, du bacon, ou une sauce différente. » Les meilleures idées, ajoute-t-elle, sont celles qui dégagent une impression de personnalisation tout en étant faciles à préparer.

Qu'explique cet engouement pour des repas signés jet-set? L'évolution

du paysage médiatique, où il est devenu plus difficile pour les marques de s'imposer par les affichages, les circulaires... bref, par la publicité traditionnelle, répond Jo-Ann McArthur.

« De nos jours, avec les médias sociaux, les célébrités vivent davantage sous l'œil du public. Elles nous ouvrent une fenêtre sur les produits qu'elles utilisent. Très vite, cependant, plusieurs ont voulu rentabiliser cette publicité indirecte : "Eh bien, si je fais bénéficier telle marque de mon influence, pourquoi n'en verrais-je pas les fruits?" »

L'une de ces associations naturelles devenues officielles est celle entre Justin Bieber et Tim Hortons, qui tablait sur l'attachement, manifeste sur les médias sociaux à chacun de ses retours dans son pays natal, liant le chanteur à ses « Timmies ». « Le tout doit être crédible, précise Jo-Ann McArthur. S'il est impensable qu'une vedette utilise le produit portant son nom, la campagne en souffrira certainement. »

Mais quand la pâte lève, les chiffres sont au rendez-vous. « Dans le marché saturé d'aujourd'hui, il est crucial de se démarquer, et les célébrités nous offrent un moyen sûr et dynamique de capter l'attention du public », explique Stacy Jones, fondatrice et chef de la direction de Hollywood Branded, une agence de création basée à Los Angeles.

Bien sûr, il reste à savoir si ces campagnes sont aussi avantageuses pour nous, les consommateurs, et plus encore pour les jeunes, souvent la cible de ces efforts marketing. Heureusement que des règles existent à cet égard, fait observer Jo-Ann McArthur.

Et maintenant? Quel sera le prochain gros nom à surveiller? Si Stacy Jones avait carte blanche, sa campagne de rêve réunirait la femme la plus célèbre du moment, Taylor Swift, et une marque populaire de bâtonnets de poulet.

« L'amour de Taylor pour cet incontournable du football est bien connu, soutient-elle. On l'a vue en manger dans les gradins de Kansas City, à une fête d'après Super Bowl... Elle en serait la porte-parole tout indiquée. »

Une combinaison marketing parfaite, s'il en est une. ♦

LES CHOIX DE PIVOT

Temps libres

PAR CHRIS POWELL ET MATHIEU DE LAJARTRE



À voir

Maître dans l'art du suspense juridique, le scénariste David E. Kelley nous promet tout un drame judiciaire avec la série **Présumé innocent** (Apple TV+, à compter du 14 juin), adaptée du roman de Scott Turow paru en 1987. Jake Gyllenhaal y incarnera Rusty Sabich, un avocat de Chicago accusé du meurtre de sa collègue (et amante), avocat qu'Harrison Ford avait interprété dans le film de 1990. (CP)

À lire

Qui d'autre que Brigitte Alepin pouvait signer **L'alerte** (Druide, 2024), premier suspense québécois d'anticipation sur l'injustice fiscale? La CPA y raconte l'histoire de Cécile Larrivée, une experte en politiques fiscales qui a joué un rôle dans l'indépendance du Québec, hélas devenu un paradis fiscal pour les entreprises. L'héroïne s'enfuit en Europe pour dénoncer une menace imminente à sa nation et révéler l'existence d'une nouvelle méga-alliance intercontinentale dirigée par des milliardaires véreux. Mais le temps joue contre elle! (MDL)

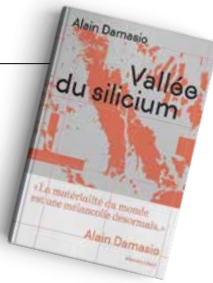
À écouter

Comment faire face au défi climatique? Chaque semaine, dans le balado **Chaleur humaine**, Nabil Wakim et la rédaction du *Monde* invitent des experts pour comprendre les enjeux et trouver des solutions à des questions concrètes : Comment s'habiller sans détruire la biodiversité? Faut-il arrêter de manger du poisson? De prendre l'avion? La pub est-elle l'ennemie du climat? Autant de sujets abordés qui permettent de mieux comprendre les tenants d'un défi mondial. (MDL)

À LIVRE OUVERT

CETTE VIE ÉTRANGE QUI NOUS ATTEND

De retour de la Silicon Valley, l'auteur de science-fiction Alain Damasio met en garde contre les effets des nouvelles technologies. **PAR MATHIEU DE LAJARTRE**



Moins connu de ce côté-ci de l'océan, Alain Damasio est considéré comme un des plus grands auteurs français de science-fiction. Dans son plus récent livre, *Vallée du silicium* (Le Seuil, 2024), l'auteur de *La Horde du Contrevent* et des *Furtifs* revient sur le séjour qu'il a effectué en 2022 à San Francisco, à l'invitation de la Villa Albertine, un programme de résidence aux États-Unis mis en place par le gouvernement français. Après tout, peu d'endroits plus que la Silicon Valley nous font entrer dans le futur dès à présent.

La virée est l'occasion pour Damasio de mettre à l'épreuve sa pensée technocritique, d'aller voir si « cet empire dématérialisé qui hante nos quotidiens [a] une origine physique », de rencontrer ceux qui font demain, voire qui le vivent déjà. Bref, d'arpenter un lieu où la science-fiction est devenue réalité et « de conjecturer la société qui se trace en filigrane sur les circuits imprimés de cette vallée fade ».

À la croisée des chemins entre l'essai de terrain et le roman, *Vallée du silicium* offre une vision critique mais éclairée de notre futur, où se mêlent fascination, nostalgie et espoir. Au fil de sept chroniques que vient compléter une nouvelle de science-fiction inédite (sur fond de catastrophe climatique, de transhumanisme et d'IA délinquante), Damasio réfléchit à l'impact notamment social et psychologique que les technologies ont sur notre vie dans un monde de plus en plus contradictoire. Par exemple, comment la pauvreté extrême du Tenderloin (un quartier de San Francisco qu'il visite) peut-elle exister sous le nez de milliardaires de la Silicon Valley qui pourraient l'éradiquer d'un claquement de doigts?

La capitalisation boursière d'Apple, rappelle-t-il, est de 2 000 G\$ US, soit « un montant équivalent au PIB annuel du Canada ou de l'Italie, du Brésil ou de la Russie ».

Pourfendeur assumé de l'aliénation numérique et des technologies de surveillance, l'écrivain ne prétend pas vivre dans une grotte – lui qui travaille sur Mac depuis des décennies –, mais il a aussi connu un monde sans et s'inquiète de la suite entre voitures autonomes, corps modifiés et métavers. Pourquoi vouloir tout déléguer à tout prix à des machines? Pourquoi vouloir passer « de la capacité humaine à faire, directement et sans interface, avec ses seules facultés cérébrales,

« ENTRE LA SILICON VALLEY ET LES AUTEURS DE SCIENCE-FICTION EXISTE UNE AIMANTATION RÉCIPROQUE. »

physiologiques et créatives, à la capacité de *faire faire*, qui est une définition primaire du pouvoir » ?

Ce faisant, inévitablement, nous appartenons aux technos plus que nous ne les pilotons, y compris quand nous connectons tout : voiture, cafetière, montre, couteau électrique, réfrigérateur, système de climatisation, réseau d'eau ou de circulation d'air, chauffage, ascenseur, drone... Le rêve pour tout pirate informatique!

Face à la prolifération des algorithmes, notre rapport au langage, à la mobilité, aux inégalités sociales ou aux frontières changent, ce qui est à la fois fascinant et terrifiant. Pensons au casque de réalité virtuelle, qui modifie notre rapport au corps, en fabriquant « une anthropologie du corps assis, figé dans la mollesse

des canapés et des sofas. [...] Un corps solitaire qui n'a plus vocation à bouger, un morceau de viande sur un morceau de coussin, une chair électrisée de stimuli sonores et lumineux à laquelle on demande encore de presser l'index contre le pouce pour valider un choix ».

Et que dire de cette « Intelligence Amie » à venir, une IA personnalisée qui jouera le rôle précis qu'on lui aura assigné, qui nous accompagnera en permanence, ne nous contredira jamais et nous écouterait toujours? Son incidence sera colossale et changera notre rapport aux autres, en nous poussant vers l'isolement et un renfermement affectif sur nous-mêmes.

Surtout que Damasio le rappelle : être connecté ne veut pas dire être lié. Il suffit de penser aux addictifs réseaux sociaux, qui « nous rassemblent, certes, sans jamais obtenir de nous que nous soyons ensemble », qui « nous unissent dans la distance physique ». Quant à l'émancipation de nos corps et de nos esprits par la technologie? « Nous nous sommes laissé *cybercer* dans la douceur de cette illusion, sinon *cyberner*. »

Vivre avec les technologies est un art, et il n'est pas trop tard pour s'y mettre. « Tout est encore entre nos mains. Rien ne nous oblige à devenir le Sapiens que la Silicon Valley, le plus souvent sans même le conscientiser, produit à partir de nos soifs mammi-fères de confort et de facilité. »

À nous d'adopter des pratiques qui nous ouvrent au monde plutôt que nous le réduire à un flux vidéo. À nous d'interroger cette névrose de tout vouloir retenir et archiver du présent qui passe, cette mémoire numérique monstrueuse qui avale nos souvenirs. « À nous de décider ce qu'on veut faire de notre humanité, comment on veut l'outiller, la prolonger, l'appauvrir en l'asservissant à nos machines ou la redéployer grâce à elles, et parfois sans elles. » ♦



Abonnez-vous

ET RECEVEZ LE MAGAZINE
CHATELAINE CHAQUE SAISON !



**ABONNEZ-VOUS
MAINTENANT !**

Dans chaque numéro, des reportages sur des enjeux actuels,
des tendances mode, beauté et décoration, des portraits de personnalités
inspirantes, des conseils pratiques et bien plus !



FR.CHATELAINE.COM/ABONNEMENT

CHALEUR ANIMALE

Chef des finances dans la fonction publique, Stephanie McCullough est aussi, depuis sept ans, trésorière de Pets and Friends, un organisme de bienfaisance qui offre des séances de zoothérapie aux maisons de retraite, aux hôpitaux et aux universités de la région du Lower Mainland, en Colombie-Britannique. À la maison comme au bureau, elle n'est jamais aussi heureuse qu'avec un chien à ses côtés. **PAR ROB CSERNYIK**

Quand je me suis jointe à Pets and Friends, j'avais un chien qui aurait été parfait comme animal de bureau ou compagnon de zoothérapie : il accueillait les caresses avec joie. On pourrait croire que c'est inné chez eux, mais certains chiens n'aiment pas ce contact. **Les chiens idéaux sont aussi ceux qui vont d'eux-mêmes vers de nouvelles personnes.**

La notion la plus complexe sur laquelle je dois revenir avec les membres du conseil est la différence entre le solde bancaire et les flux de trésorerie présentés par rapport aux produits. **Clarifier des aspects comme le moment de la comptabilisation aide toutefois à envisager nos dollars du point de vue comptable, et à voir au-delà des entrées et sorties d'argent.**

Ma participation au conseil comme bénévole a énormément servi ma carrière, car ce travail m'amène à faire tout autre chose. C'est une aventure fort enrichissante, que je conseille à tous les CPA, et surtout à ceux qui débutent dans le métier. On y apprend à mieux défendre son point de vue, à formuler des recommandations, et à parler avec confiance de questions d'argent.

Mes études en marketing m'avaient laissée sur ma faim; je voulais du factuel, du concret. **C'était à l'époque où les CMA parlaient de l'importance de faire preuve de créativité au travail, et cette optique de résolution de problèmes m'a tout de suite plu.**

À la maison de retraite de mes grands-parents, où se rendent nos bénévoles, j'ai eu le plaisir d'observer des séances de zoothérapie canine. Aucun bavardage au programme, il n'y a qu'un chien après tout. Mais pour une personne à mobilité réduite, ou réservée, c'est une merveille. Quand le contact est établi avec le chien, les yeux s'illuminent. **L'affection est palpable. C'est un lien puissant qui se crée, et j'en suis émue chaque fois.**

Pour un CPA, être résolu est essentiel. Des recommandations claires, des conclusions étayées, c'est ce qu'on attend de nous. **Se perdre en hypothèses et en propositions devant un conseil n'est pas judicieux sur le plan financier.** Il faut savoir s'engager dans une voie et appuyer ses choix. À mes yeux, c'est un impératif.

La diversification de nos sources de revenus est l'un de nos plus gros défis. Pendant des années, nous n'avons compté que sur des subventions, quelques dons individuels et les contributions de nos membres. Or les subventions ne sont jamais assurées, surtout si la compétition est féroce. En quête de stabilité, nous avons donc sollicité plus de dons d'entreprises et cherché à attirer plus de membres, ce qui nous a notamment permis d'embaucher quelqu'un à temps partiel.

ENVIRONNEMENTS D'INFRASTRUCTURE CLOUD SÉCURISÉS ET CONFORMES POUR LES COMPTABLES D'AUJOURD'HUI

Stockez en toute sécurité les données financières de vos clients et exécutez vos applications comptables à partir d'une plate-forme cloud sécurisée 100 % canadienne, qui est conforme à la norme SOC 2 et à la LPRPDE.



Accédez en toute sécurité à votre logiciel de comptabilité et de fiscalité de n'importe où!

Simplifiez votre expérience

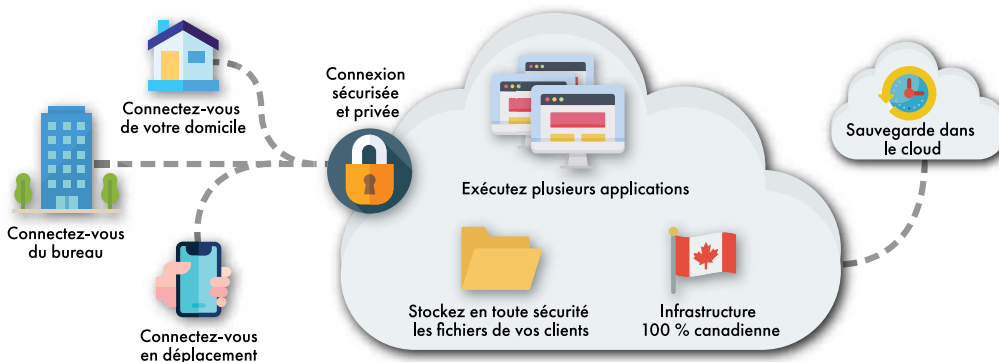
Nous sommes sûrs que vous avez assez d'inquiétudes!

Nos experts en infrastructure installeront pour vous les ressources nécessaires pour exploiter votre logiciel.

Soutien en tout temps

... et non le type de soutien qui vous met en attente pendant une heure.

- ✓ **Sécurité intégrée**
Inclut le chiffrement des données, la détection des intrusions et la prévention des intrusions.
- ✓ **Sauvegarde et restauration**
En cas de sinistre ou de problèmes informatiques, vos données sont sauvegardées et disponibles pour y accéder à nouveau.
- ✓ **Accès à distance et collaboration d'équipe**
Flexibilité d'accès sur n'importe quel appareil, où que vous soyez. Partagez et travaillez avec des clients simultanément si nécessaire.
- ✓ **Réduire les frais généraux et les dépenses**
Concentrez-vous sur vos clients et non sur votre informatique! Réduction des coûts d'investissement et d'exploitation liés à l'achat, à la maintenance et à la mise à niveau du matériel informatique local.



Visitez-nous au www.servercloudcanada.com/CPA pour en savoir plus.



SERVERCLOUD
CANADA

Laissez-nous créer une solution personnalisée qui répond à vos besoins spécifiques.

1-888-425-1967

info@servercloudcanada.com

Douleur à long terme sclérose en plaques

Cancer Asthme Migraines microtraumatismes répétés

Douleur chronique Arthrite Dépression Dystrophie musculaire

VIH/SIDA Polyneuropathie inflammatoire démyélinisante chronique (PIDC) Tuberculose

Bronchopneumopathie chronique obstructive (y compris bronchite chronique et emphysème) Fibromyalgie Lupus ME/CFS

Anxiété Troubles bipolaires Fibrose kystique Syndrome de Guillain-Barré

Épilepsie COVID longue syndrome de tachycardie orthostatique posturale (STOP)

Trouble lié à l'usage de substances Maladie de Crohn et colite ulcéreuse

Dépression traumatique (PTSD) Hépatite B et C Maladie de Parkinson

Schizophrénie Diabète **SLA** Maladie de Ménière



Gérez-vous les invalidités épisodiques sur votre lieu de travail ?

Réalise propose des cours en ligne et des formations sur le lieu de travail pour les chefs d'entreprise et les professionnels des ressources humaines, afin de vous aider à devenir des employeurs aptes à gérer les handicaps.

Pour en savoir plus, consultez le site <https://www.realizecanada.org/fr/ressources/education/>

réalise

UN MOTEUR
DE CHANGEMENT POUR
LES PERSONNES VIVANT
AVEC LE VIH ET D'AUTRES
INVALIDITÉS ÉPISODIQUES